

enoromi azine

10

MANAGEMENT
**PATRICK
OSSI OKORI**

*Réformes et gouvernance :
deux leviers fondamentaux
pour restructurer la CNSS.*



ENQUÊTE

Grève des Régies

financières : 1 milliard de FCFA
de pertes quotidiennes pour l'Etat.

DOSSIER

Budget 2022 : Attentes et
prétentions du gouvernement.



**SCANNEZ
LE QR CODE**

Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >



GAB OIL

RAJOUTER DE LA
PUISSANCE
À VOTRE **MOTEUR**

FUTURE GAMME

LUBRIFIANTS **GAB OIL**



Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquette

Davy MEGNIE  Think different

Webmaster

Simon Steven OBAME

Photographies

Junior Photographie
Fallone Endambo Makata

Régie publicitaire

Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction

Jean Paul Augé OLLOMO
Christian BOUA
Griffin ONDO

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville

Spa Yacine
La Maison de Lulu
Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

Ont participé

Brice GOTOA
Vianey Gael NDOUTOUME
Mike DOUSSENGUI
Aude SHARYS
DLG
CLNO

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



ÉDITO

FAITES PREUVE DE COURAGE ET JOIGNEZ LE GESTE À LA PAROLE.

Au début de ce mois de décembre, le monde a célébré la Journée mondiale de lutte contre le VIH/SIDA. Une célébration une fois de plus particulière parce que la pandémie du coronavirus a une nouvelle fois laissé transparaître les manquements des Etats à travailler efficacement contre la pandémie du VIH / SIDA.

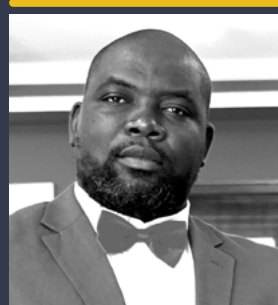
Pour essayer de comprendre les enjeux du moment, je suis allé lire de nombreuses interventions dont celle de madame Winnie BYANYIMA, Directrice exécutive de l'ONUSIDA, de qui je tiens le titre de cet éditorial. Pour cette année qui s'achève donc, l'organisme onusien a choisi pour thème :

«Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida. Mettre fin aux pandémies ». De l'avis général, il apparaît clairement que les inégalités constituent un des facteurs qui « alimentent l'épidémie de sida et d'autres pandémies dans le monde.» Ainsi, l'engagement de mettre fin au sida à l'horizon 2030 accuse désormais un énorme retard du fait de l'accentuation des injustices sociales et économiques.

Des différents textes parcourus sur le sujet, il y a un accent qui est clairement mis sur la nécessité d'une lutte véritable contre les inégalités. S'il ne s'agit pas d'un nouvel appel à l'adresse des Etats, il y a néanmoins une réalité indéniable, les pays n'ont pas tenu leur promesse de 2015 de réduire au niveau national et international dans le cadre des Objectifs de développement durable les inégalités. Or, pour les Nations Unies, une lutte efficace contre le sida passe aussi bien par une meilleure prise en compte des droits politiques, économiques et sociaux des populations vulnérables.

Cette Journée mondiale contre le VIH/SIDA en mettant l'accent sur le besoin qu'il y a à combattre les inégalités de

toutes natures interpelle clairement la situation des personnes vivants avec le VIH dans notre depuis l'avènement du Covid - 19. Des 48.000 personnes infectées au VIH/SIDA recensées, 12.000 aurait été perdues de vue par le CHU Libreville selon une étude réalisée par le Programme national de lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le VIH-Sida (PLIST). Une situation «contraire aux objectifs fixés en 2015 par l'Engagement de Dakar, souscrit par le Gabon, qui oblige au dépistage et à la mise sous traitement de toutes les personnes vivant avec le VIH-Sida et in fine, baisser les contaminations et éradiquer la maladie d'ici à 2030».



Séif Mostley
Rédacteur en chef

A ce stade, pourrait – on y voir la marque des inégalités accentuées avec la survenue de la pandémie de coronavirus ? Certainement. Les divers protocoles sécuritaires et sanitaires mis en place pour faire face au Sars – CoV – 2 n'ont en rien favorisé la protection des malades du VIH/SIDA

comme ceux atteint de plusieurs autres maladies nécessitant une assistance publique. S'il est difficile de dire avec exactitude le nombre de décès, en 2020, il y a eu la révélation de nouveaux cas d'infection, soit 500. La concentration de tous les efforts des Etats sur la seule lutte contre le Covid -19 a grandement occasionné la survenue de grandes disparités sociales et économiques.

Conscient que les inégalités se nourrissent du Sida et des autres pandémies, il convient avec l'ONUSIDA d'inviter le gouvernement gabonais à l'action. La promotion d'une croissance économique et sociale inclusive, accompagnée d'une réglementation garantissant l'Égalité des chances pourra permettre une réduction efficiente des inégalités. ●

Sommaire



09

Actualité.

Réassurances :
La SCG-Ré représentée au forum de Kigali..

ACTUALITÉS

06 Énergie :

Le Gabon veut remplacer le gasoil par le gaz naturel.

07 Transports :

Nouvel aéroport de Libreville : lancement des missions préalables du projet.

08 Tourisme : Les meilleures destinations en 2022 :

le Gabon dans le top 22.

09 Réassurances :

La SCG-Ré représentée au forum de Kigali.

ENTREPRENEURIAT

16 Salem PERKIMS

Myalo cosmetics : Une marque gabonaise primée et prisée pour les amoureux de cosmétiques naturels.

ENQUÊTE

20 Grève des régies financières :

1 milliard de FCFA de pertes quotidiennes pour l'Etat.

T RIBUNE

24 Tout, bien ou mal, dépend du leadership.



10

A la Une.

Patrick OSSI OKORI

Réformes et gouvernance : deux leviers fondamentaux pour restructurer la CNSS.

En dépit de la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus face à laquelle la structure s'est parfaitement adaptée, en 2021, grâce à la vision de son manager, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a poursuivi ses réformes dont l'objectif est le rétablissement à court, moyen et long terme des équilibres prudentiels de gestion. Axées sur 5 leviers, ces réformes ont déjà montré leurs premiers résultats notamment avec la réduction de 25% des dépenses de fonctionnement. Le Directeur général Patrick OSSI OKORI nous en dit plus dans cette interview.



20

Enquête.

Grève des régies financières :
1 milliard de FCFA de pertes quotidiennes pour l'Etat.

DOSSIER

26 Budget 2022 :
Attentes et prétentions du gouvernement.

MAIS ENCORE...

30 Eunice-Bertrand BIYOGHE
L'ambition de faire de la com' en mieux.

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

32 Faire le bilan de son année :
Un exercice nécessaire.

SPORT

34 Capellogate
Le football gabonais secoué par un scandale sexuel inédit.

CULTURE

36 Chila ONE
Retour à la lumière du gospel boy.

DÉCOUVERTE

40 Viafé & Mitzic :
L'Okano redécouvert sous l'angle culturel.

ZOOM SUR

42 Afrikoncept :
Une startup qui œuvre en faveur du social et la formation de nouveaux diplômés.

INTERNATIONAL

44 La voiture électrique en Afrique : *Le rêve impossible ?*



34

Sport.

Capellogate :
Le football gabonais secoué par un scandale sexuel inédit.

Actualités



Énergie : Le Gabon veut remplacer le gasoil par le gaz naturel.



Libreville a abrité du 20 au 22 octobre 2021 un sommet sur le pétrole, le gaz et l'énergie. Cette première édition entièrement consacrée à la valorisation des ressources énergétiques du Gabon devrait faire de son potentiel gazier un véritable levier de croissance économique afin de réduire la dépendance liée à l'importation des produits finis.

Les autorités gabonaises envisagent de passer du diesel ou de l'essence au gaz pour alimenter le pays en énergie électrique et pour faire fonctionner les véhicules. Cette problématique a été débattue au cours du sommet sur le pétrole, le gaz et la transition énergétique tenu à Libreville en octobre dernier.

Ce sommet, qui s'inscrit dans le Plan d'accélération de la transformation (PAT), a été l'occasion d'échanger avec les acteurs du secteur pétrolier et gazier nationaux et internationaux afin de trouver des solutions pour réussir la transition énergétique. « Nous voulons faire cette transition parce qu'au

Gabon, les carburants que nous utilisons aujourd'hui, à savoir le pétrole, l'essence, le lampant, le kérosène, et le butane, sont à l'heure actuelle achetés à l'étranger. Entre-temps au Gabon, nous avons du gaz sur notre bassin sédimentaire. Donc, il est logique en termes d'efficacité d'utiliser ce qui est présent au Gabon au lieu d'aller acheter chez les autres ce que nous avons sur place », a expliqué Yann LIVULIBUTT YANGARI, chef de la taskforce stratégie gazière du PAT.

Selon lui, le Gabon torche environ 35 milliards de pieds cubes de gaz. L'un des objectifs pour la transition énergétique est de valoriser les gaz de torche et de parvenir à utiliser une ressource destinée à être complètement brûlée. « Nous voulons arriver à optimiser l'utilisation du gaz naturel au Gabon, afin de pouvoir produire de l'électricité avec ce gaz torché et aussi pouvoir transporter les Gabonais avec ce gaz-là », a-t-il indiqué.

Cette transition va permettre au Gabon de transformer sa manière d'opérer les champs pétroliers et de capter sur les champs pétroliers, le gaz butane, afin de pouvoir en produire en quantité et ne plus avoir à l'importer parce qu'aujourd'hui 80% du gaz butane est importé. Ce qui va permettre de réduire le coût du gaz butane au Gabon.

La réduction des émissions de gaz à effet comme stratégie

Cette transition énergétique entre dans la stratégie des autorités gabonaises de réduction des émissions de gaz à effet de serre mise en place dans le pays. En effet, le torchage, bien que ne produisant pas le même impact que le pétrole, émet quand même du CO2 dans l'atmosphère. Il s'agira de prendre ce gaz qui brûle inutilement pour qu'il devienne une source d'énergie pouvant être utilisée aussi bien dans les véhicules, dans la génération d'électricité que dans un certain nombre d'applications permettant de générer le bien-être des populations et la richesse au niveau du pays.

« Par la transition énergétique et la monétisation du gaz, l'objectif est de réduire notre dépendance sur l'importation des produits finis et amorcer le basculement vers une énergie propre. Toute chose devant contribuer

à la réduction de gaz à effet de serre et permettre au Gabon d'être en phase avec les accords internationaux dont il est signataire », a précisé Vincent de Paul MASSASSA, ministre du Pétrole et du Gaz.

D'après le membre du gouvernement, mettre l'accent sur le gaz permet en effet au Gabon d'en tirer des dividendes certains. Utilisé comme source d'énergie, le gaz devra permettre de se départir progressivement des sources traditionnelles à fort impact négatif sur l'environnement. « Notre pays, par le résultat de nos efforts conjugués, va inaugurer une ère nouvelle de son histoire, moins polluante et plus économique. De plus, cette énergie partagée jusqu'aux zones reculées contribuera à l'amélioration des conditions de vie des populations », a souligné Vincent de Paul MASSASSA.

À Port-Gentil, plusieurs véhicules roulent déjà au gaz

Au Gabon, plusieurs véhicules roulent déjà au gaz dans la ville de Port-Gentil. Ce sont principalement des véhicules de l'entreprise pétrolière Perenco. « Nous avons déjà une station au gaz naturel, celle de Perenco et nous avons déjà une quarantaine de véhicules qui roulent au gaz naturel. Ce que nous voulons faire, c'est de vulgariser cette technologie afin que tout le monde puisse en bénéficier », a ajouté le chef de la taskforce stratégie gazière du PAT. Selon les acteurs du secteur, il est question, dans un premier temps, d'utiliser Port-Gentil comme ville pilote pour la consommation du gaz à la place du diesel.

Aussi, le Gabon expérimente déjà l'utilisation du gaz dans le transport et dans l'énergie électrique. En effet, 100% de l'électricité qui alimente la ville de Port-Gentil est produite à base du gaz des champs pétroliers qui était destiné au torchage par le passé. Depuis 2007, la compagnie pétrolière française Perenco approvisionne en gaz naturel les entreprises basées à Port-Gentil et Libreville notamment la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG). ●

Transports : Nouvel aéroport de Libreville : lancement des missions préalables du projet.



Au cours de son séjour à Dakar au Sénégal en 2017, le président Ali BONGO ONDIMBA avait annoncé la construction en trois ans d'un nouvel aéroport international à Libreville. Maintes fois retardé, le projet est en passe de se concrétiser. Le gouverneur de la province de l'Estuaire a lancé la phase de délimitation et la livraison est prévue pour juin 2023.

Le 27 novembre 2021, le gouverneur de la province de l'Estuaire, Marie Françoise DIKOU MBA a procédé au lancement des missions en vue de la construction du nouvel aéroport international de Libreville et de sa voie de contournement. Ces missions, effectuées sous le contrôle de l'opérateur économique Gsez Airport, a pour objectif d'établir une cartographie détaillée des ménages et autres propriétés situés sur l'emprise du projet.

« Il s'agit de marquages topographiques de délimitation de la zone du projet ; codification des propriétés potentiellement impactées ; enquête socio-économique et inventaires », a indiqué Marie Françoise DIKOU MBA.

Pour favoriser le bon déroulement de ces opérations, qui marquent une phase majeure dans la réalisation de ce « projet d'envergure nationale », le gouverneur de l'Estuaire invite les autorités communales, les auxiliaires de commandement, et les populations des quartiers Albandeng, Kiliba Bayumba et Okala de prendre toutes les dispositions nécessaires.

Début des travaux de la voie de contournement en 2022

Le lancement des missions de ce projet intervient près de deux mois après l'annonce par le ministre gabonais des Travaux publics, Léon Armel BOUNDA BALONZI des débuts des travaux de la voie de contournement de l'aéroport de Libreville au cours du premier semestre 2022.

Le membre du gouvernement en charge des Travaux publics avait indiqué dans un entretien ac-



cordé au journal l'Union du 4 octobre 2021, que cette route desservira la commune d'Akanda et permettra d'atténuer le phénomène des embouteillages dans cette partie de la ville. « Le démarrage effectif des travaux se fera au cours du premier semestre 2022, pour une durée de travaux estimée à 18 mois. La route est prévue pour être livrée à la fin de l'année 2023 », a-t-il déclaré. Les phases d'études techniques, d'identification des personnes impactées par le projet, d'évaluation du cadre bâti, de la recherche d'une zone de relogement et de consultation des entreprises devant réaliser les travaux, sont en train d'être menées.

Ce projet dit « prioritaire pour le gouvernement » sera développé sur six kilomètres en 2 fois 2 voies, et sera exécuté dans le cadre d'un partenariat public-privé, entre l'État et Gsez Airport, concessionnaire de l'aéroport international de Libreville. Il s'agit du réaménagement de l'aéroport de Libreville, avec la construction d'une nouvelle aérogare du côté Est ainsi qu'une voie de desserte qui prendrait son origine au carrefour Camp de Gaulle pour déboucher aux alentours du dispensaire d'Okala. La concrétisation de ce chantier d'après les autorités, permettrait d'en finir avec les bouchons dont sont victimes au quotidien les populations sur l'axe Libreville-Akanda.

Les standards internationaux seront respectés

Les autorités gabonaises se sont engagées dans un vaste chantier de mo-

dernisation en vue de répondre aux standards internationaux. La réalisation et la gestion ont été confiées à la multinationale singapourienne Olam, à travers sa filiale locale GSEZ Airport construction. Les études d'impacts technologiques ont démarré en juin dernier après la mission effectuée à Libreville par une délégation pluridisciplinaire de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) de Dakar.

Le nouvel aéroport international de Libreville est la matérialisation de la promesse du chef de l'Etat Ali BONGO ONDIMBA, en 2017 à Dakar. Ce nouvel aéroport est situé à l'emplacement de l'aéroport actuel. Cette future plateforme est étendue sur une superficie initiale de 915 hectares. Elle sera dotée d'une aérogare passagère de 3 300 m², d'une piste d'atterrissage de 3 500 m, une tour de contrôle et un terminal présidentiel.

Lors de son passage à l'émission « Face à vous » le 21 juillet 2021, le ministre des Transports, Brice Constant PAILLAT a annoncé que ce nouvel aéroport verra le jour en juin 2023. « C'est ce qui est prévu dans l'avenant et les accords que nous avons signés avec GSEZ Airport », avait-il indiqué. Ainsi, dans 2 ans, une nouvelle option d'aéroport respectant les standards internationaux va se présenter au transport aérien gabonais. Il y a quelques années, le gouvernement avait annoncé la livraison de ce chef-d'œuvre en 2020. ●

Brice GOTOA

Actualités

Tourisme : Les meilleures destinations en 2022 : le Gabon dans le top 22.



À l'instar de plusieurs villes européennes et des sites touristiques parmi les plus visités du monde, le Gabon a été retenu par le prestigieux magazine américain Condé Nast Traveler comme une des 22 meilleures destinations qui vaut le coût de se déplacer au cours de l'année 2022.

Vivement attendue depuis la relative réouverture des frontières à travers le monde due à l'allègement des mesures de restriction dans plusieurs pays à travers le globe, la liste de Condé Nast Traveler a été publiée en ligne, le 1er décembre 2021. Le célèbre magazine de voyage de luxe et de style de vie édité par le groupe américain Condé Nast (éditeur de Vogue) y fait une sélection des 22 meilleures destinations qu'il conseille aux lecteurs et touristes. Le Gabon fait partie de la « Gold List 2022 » comptant une vingtaine de pays et sites touristiques, qui valent tous le coût d'un déplacement en 2022.

Le Condé Nast Traveler explique qu'une nouvelle liste est publiée chaque année, et que celle-ci est présente les lieux et les expériences vécues par de nombreux touristes ou des personnes qui y ont vécu quelque temps. Il s'agit donc, appuie le magazine américain, de lieux que ses rédacteurs « portent dans leur cœur ». Et la présence du Gabon dans cette liste est loin d'être fortuite. Bien au contraire !

Le Gabon, un « paradis » tropical

Les points retenus en faveur du Gabon dans l'article du Condé Nast Traveler sont nombreux et touchent aussi bien les richesses naturelles du pays que les politiques mises en place par les autorités en vue de leur préservation pour les générations futures. Le Gabon où « le tourisme a à peine fait ses débuts » vaut en effet le déplacement à cause de ses forêts tropicales denses et ses côtes tropicales calmes. Bonheur assuré pour « les amoureux de la nature et les défenseurs de l'environnement [qui y] découvriront une biodiversité incroyable et un pays déterminé à mettre en place des projets importants de conservation et d'écotourisme avant l'arrivée des masses », promet le magazine.



« Avec le lancement du projet African Ecotourism Safari en mars 2021 et l'ouverture prévue du Petit Loango Lodge au début de 2022, le premier des lodges de luxe durables de l'African Conservation Development Group, les paysages exquis de la nation africaine équatoriale deviennent progressivement plus accessibles aux voyageurs aventureux », fait valoir le site de Condé Nast Traveler, qui ne manque pas de rappeler que, grâce à la détermination des présidents Omar BONGO ONDIMBA et son successeur Ali BONGO ONDIMBA, le Gabon, qui a plus de 70% de son territoire couvert de forêts, au cours des deux dernières décennies, sécurisé 15% de ses terres en tant que zones protégées et créé 13 parcs nationaux, 9 parcs marins et 11 réserves aquatiques, protégeant ainsi la magnifique faune et les habitats du pays.

magazine (traduit de l'anglais) : « Au-delà des confins de Loango, trouvez des tortues luths nichant dans les dunes de sable le long des rives du parc national de Pongara, repérez des baleines jaillissant parmi les vagues bleues qui se brisent à Mayumba, escaladez des montagnes verdoyantes et des falaises vertigineuses sur le plateau de Batéké, explorez des grottes historiques et la savane à Birougou, et émerveillez-vous devant les cascades plongeant dans les rapides des rivières aux eaux noires du parc national d'Ivindo. Vous trouverez également des camps de tentes à faible impact dans tout le pays, du Moabi Tented Camp au milieu de la savane vallonnée du parc national de la Lopé, au Pongara Lodge sur les plages immaculées et les mangroves du parc national du même nom sur la côte atlantique. » ●

Description pour le moins idyllique du

DLG



Réassurances : La SCG-Ré représentée au forum de Kigali.



Organisé en fin novembre 2021 dans la capitale du Rwanda, la 25e édition du Forum de la réassurance africaine de l'Organisation des assurances africaines (OAA) a vu la participation de la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré), représentée au plus haut niveau à cette rencontre par son Administrateur-Directeur Général, Dr Andrew GWODOG.

Ayant réuni plusieurs professionnels du métier de l'assurance et de la réassurance venus des quatre coins du continent, le Forum de la réassurance de l'Organisation des assurances africaines dont c'était la 25e édition s'est tenu du 27 novembre au 1er décembre 2021 au Rwanda, à Kigali. « L'intégration de l'assurance dans le contexte de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) », tel était le thème autour duquel cette rencontre a été organisée. La Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré) y a pris part, représentée au plus haut niveau par son Administrateur-Directeur Général.

Au cours de cette rencontre, il s'est agi pour Dr Andrew GWODOG, les membres de sa délégation et les professionnels de la réassurance présents de questionner dans un premier temps l'entrée en vigueur effective de la ZLECAF le 1er janvier 2021 comme annoncée quelques mois plus tôt par les chefs d'État de la sous-région. L'occasion a été donnée aux participants, dans un second temps, d'échanger sur les contours de la thématique, notamment en identifiant les nouveaux canaux de distribution qui permettraient aux acteurs du secteur de créer de nouvelles opportunités en vue de servir les économies africaines locales avec une harmonisation des pratiques et des réglementations, conformément aux ambitions de la ZLECAF.

La délégation conduite par Dr Andrew GWODOG était composée de Sir Aboubacar NGOMA TOE du département Technique et Commercial, de Yannick Janvier ANGOUÉ MEFANE du département Comptabilité Technique, Sinistres et Recouvre-

ments, de Karen HONAI (Souscriptions & Acceptations marchés francophones & Cessions légales) et d'Isabelle Mélissa KAMDEM (Souscriptions & Acceptations marchés anglophones, Traités & Vie).

En marge de ce forum, rapporte la SCG-Ré, Dr Andrew GWODOG, en sa qualité de membre du Comité exécutif de l'OAA pour les marchés d'assurances et de réassurance de la CEMAC, a participé aux travaux et aux réunions annuelles du sous-comité Finances et au comité exécutif de cette organisation continentale.

Le Forum de la réassurance africaine est une tribune pour les délégués non seulement d'échanger, mais aussi de réfléchir sur les mécanismes de développement des affaires à travers les rencontres BtoB. ●



► MANAGEMENT

PATRICK OSSSI OKORI

Réformes et gouvernance : deux leviers fondamentaux pour restructurer la CNSS.

■ *En dépit de la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus face à laquelle la structure s'est parfaitement adaptée, en 2021, grâce à la vision de son manager, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a poursuivi ses réformes dont l'objectif est le rétablissement à court, moyen et long terme des équilibres prudentiels de gestion. Axées sur 5 leviers, ces réformes ont déjà montré leurs premiers résultats notamment avec la réduction de 25% des dépenses de fonctionnement. Le Directeur général Patrick OSSSI OKORI nous en dit plus dans cette interview.*

ENOROMI MAGAZINE

Une année vient de s'achever sous le règne de la Covid-19, comment se porte la CNSS ?

Patrick OSSI OKORI

Comme de nombreuses entreprises sur l'ensemble du territoire national, la Covid-19 a eu et continue d'avoir des effets néfastes sur le niveau de l'emploi. Le ralentissement des activités des grandes entreprises et la perte d'emploi dans plusieurs PME (transport, restaurants, hôtels...) ont tous contribué à une baisse des recettes de la CNSS qui dépend fortement des contributions salariales et patronales. Cependant, nous sommes résilients et continuons d'assurer nos missions avec courage et abnégation.

ENOROMI MAGAZINE

Comment l'Institution dont vous avez la charge s'est-elle comportée dès la survenue de la pandémie, et comment s'est-elle adaptée aux mesures édictées par le gouvernement pour y faire face ?

Patrick OSSI OKORI

La CNSS a tout de suite pris les mesures de lutte contre cette pandémie, conformément aux mesures édictées en la matière par le Gouvernement (distanciation sociale, port du masque, utilisation du gel hydroalcoolique, tousser dans le creux du coude).

Au niveau interne, elle a mis en place un COPIL COVID en son sein, chargé de la mise en place et du suivi des actions tendant à contenir ladite pandémie, notamment : la rotation, l'allègement des heures de travail, le télétravail, le paiement des prestations par ordre alphabétique et bientôt par le Mobile Money.

D'autres mesures ont également été prises en faveur des entreprises en difficulté, comme l'opération exceptionnelle d'abattement des pénalités ; la mise à disposition d'un numéro vert, ainsi que la prise en charge systématique des agents testés positifs au Covid-19 et tous leurs cas contacts en interne.

ENOROMI MAGAZINE

Peut-on dire que la i-déclaration répond également à ces exigences sanitaires ?

**Patrick OSSI OKORI**

Bien qu'effective avant l'apparition de la pandémie, la DTS en ligne a contribué dans une large mesure à la lutte contre celle-ci, en limitant les déplacements des employeurs vers les structures de la CNSS, favorisant ainsi la distanciation sociale.

ENOROMI MAGAZINE

La CNSS, sous votre gestion, a adopté pour mode de gouvernance l'orthodoxie financière. Dites-nous-en plus.

Patrick OSSI OKORI

Conformément aux lignes directrices de l'AISS en matière de Gouvernance, des recommandations de la CIPRES, et suivant les instructions des plus hautes autorités du pays, la CNSS a mis en place un plan de restructuration qui touche l'ensemble des postes.

Concernant l'axe de la Gouvernance, il s'agit de :

- Redéfinir les processus de bonne gouvernance ;
- Assainir la gestion comptable et financière
- Automatiser les processus opérationnels ;
- Promouvoir la culture de service et de la performance.

ENOROMI MAGAZINE

Vous avez impulsé dès votre arrivée, une vision baptisée « TRRIP ». De quoi est-il question exactement ?

Patrick OSSI OKORI

Le TRRIP qui signifie : Transparence, Résilience, Responsabilité Innovation et Performance. Plus qu'une vision, c'est un engagement ferme et une détermination. C'est la vision sur laquelle repose mon style de management. C'est une feuille de route qui s'articule autour de cinq axes stratégiques et qui privilégie la consolidation des acquis, tout en réformant le cadre institutionnel et d'exploitation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. Elle s'appuie sur les orientations de la tutelle, consignées dans une convention d'objectifs et de Gestion.

ENOROMI MAGAZINE

Ces derniers mois, plusieurs retraités expriment leur mécontentement lié au paiement de leurs droits. Qu'en est-il ?

Patrick OSSI OKORI

Leurs revendications sont légitimes. Malheureusement la méthode utilisée pose problème, car l'absence de dialogue est un obstacle à la résolution des difficultés que traverse la CNSS. Le problème est tout d'abord structurel.



En effet, la branche des pensions pour de multiples raisons est depuis plusieurs années déficitaire. La cause principale étant l'obsolescence des paramètres appliqués dans le calcul des pensions, qui datent de 1975. En outre, à ma prise de fonctions, j'ai invité ces derniers à une réunion de travail explicative de la situation de trésorerie délicate de la CNSS, qui a rendu difficile le respect du paiement des prestations. J'invite donc ces derniers au dialogue permanent et à la concertation pour venir à bout de ces difficultés qui sont d'abord d'ordre technique.

ENOROMI MAGAZINE

La CNSS semble éprouver des difficultés dans le recouvrement des cotisations sociales auprès des nombreux employeurs. Quelle en est la cause ?

Patrick OSSI OKORI

Les difficultés de recouvrement des cotisations sociales trouvent notamment leur origine dans la crise économique que traversent tous les pays depuis 2014, exacerbée par la pandémie de la Covid-19 qui a entraîné une baisse de création des entreprises, des fermetures ou des faillites, sans compter les délocalisations et les changements de raisons sociales desdites entreprises.

Toutefois, des mesures d'accompagnement ont été prises en faveur des employeurs en difficulté à travers des facilités de paiement.

Par ailleurs, les causes desdites difficultés de recouvrement découlent aussi du statut particulier de certains employeurs qui sont protégés par une immunité d'exécution, c'est-à-dire les entreprises paraétatiques. La CNSS en matière de recouvrement a les mêmes prérogatives que le Trésor public, malheureusement les actions en recouvrement forcées telles que les saisies s'estompent devant le statut d'entreprises publiques. Toute chose qui rend le recouvrement des cotisations sociales difficile. Nous avons avec l'État une collaboration qui depuis un moment nous vient en aide à travers la signature de conventions de règlement.

ENOROMI MAGAZINE

Conformément à votre vision managériale, quels types de réformes envisagez-vous de mettre en place ?

Patrick OSSI OKORI

Ces réformes visent le rétablissement à court, moyen et long terme des équilibres prudentiels de gestion et s'appuient essentiellement sur cinq leviers :

- Le développement du capital humain ;
- L'organisation et Système de Management de la Qualité (SMQ) ;
- Le recouvrement des créances et la constitution des réserves techniques ;
- La réduction des charges techniques et de fonctionnement ;
- La refonte du Système d'Information et Digitalisation des processus ;
- Les réformes de protection sociale : (extension horizontale : Régime des Travailleurs Mobiles et Indépendants (RTMI) extension verticale : Retraite Complémentaire (RC), textes de loi), réformes des régimes des pensions.

Aussi, les premiers résultats de ses efforts sont encourageants (réduction de 25% des dépenses de fonctionnement, par une gestion rigoureuse).

ENOROMI MAGAZINE

Qui est Monsieur Patrick OSSI OKORI ?

Patrick OSSI OKORI

Né le 20 octobre 1975 dans le Haut-Ogooué, Patrick OSSI OKORI est un auditeur qualité international Tiers partie et est diplômé de l'École Nationale de Sécurité Sociales de Saint-Étienne, en France, et du Centre Ivoirien des Cadres Supérieurs de Sécurité Sociale.

Il est un pur produit de la maison CNSS, car il fut chef de service, chef de Division, délégué provinciale de la CNSS dans l'Ogooué-Maritime, Directeur adjoint des Prestations Techniques, Directeur Adjoint de l'Immatriculation et du Recouvrement, Chargé d'Études du Directeur général et Directeur provincial de la CNSS dans le Haut-Ogooué. Il est passionné de chasse et de pêche. ●

Propos recueillis par
Griffin ONDO

Conseil Gabonai

50

1971 - 2021

Au service des Importateurs

is des Chargeurs



ins

ateurs et Exportateurs



► ENTREPRENEURIAT

Salem PERKIMS

Myalo cosmetics : Une marque gabonaise primée et prisée pour les amoureux de cosmétiques naturels.

La fougue, les défis et la passion sont souvent le leitmotiv des entrepreneurs qui décident de bouger les lignes. Alors que le made in Gabon est encore embryonnaire, certains précurseurs de ce mouvement visant la consommation locale se lancent dans une aventure entrepreneuriale jonchée d'embûches. Salem PERKIMS MINTSA, à la tête de l'une des premières marques de cosmétiques gabonais, « Myalo », a plusieurs casquettes. Il nous fait part de son expérience.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes l'un des précurseurs du made in Gabon. Comment vous est venue l'idée de créer une marque à base de produits locaux ?

Salem PERKIMS

L'histoire remonte à plus de 20 ans. J'étais passionnée par l'entrepreneuriat, mais il n'y avait pas grand monde qui s'y intéressait dans le secteur. Alors que je n'avais que 22 ans, en 1998, j'ai ouvert ma petite imprimerie GAPI (Gabon Arts Peinture et Imprimerie). J'étais doué en arts plastiques et je me suis demandé : pourquoi ne pas jumeler mon amour pour l'art et

mon ambition d'entrepreneur ?

À la suite du succès de ce premier projet, j'ai lancé une agence de communication et de services GIS (Gabon Impression et Services) qui comptait désormais un service de location de chaises pour les événements. De fil en aiguille, j'ai ouvert plusieurs entreprises. Lorsque ma vie bascule et que j'ai un grave accident de la route, je perds un œil. Tout s'est enchaîné si rapidement que j'ai eu des propos calomnieux de ma propre famille. Ils disaient que j'étais dans une secte et que j'avais décidé de vendre un œil. J'ai perdu emploi, argent, mais je gardais mes facultés mentales.

Pendant près de deux ans, je n'avais aucune entrée financière. Le déclic pour Myalo est venu lorsque je discutais avec des voisines qui se plaignaient de la mauvaise main de certaines coiffeuses causant ainsi des cassures et des cheveux. Je me suis dit que je devais créer un profil qui allait faire pousser les cheveux. Je me suis rapprochée de Noel GASSITA, propriétaire de la pharmacie de Glass et herboriste émérite qui m'a montré des plantes locales aux vertus régénératrices. Lorsque j'ai réussi à mélanger les plantes, j'ai donné ce mélange à mes voisines et une semaine après, elles sont revenues me demander où j'avais trouvé ces produits.

Après des années d'essais et des résultats satisfaisants, j'ai décidé de lancer Myalo, la marque de cosmétique 100% bio.

ENOROMI MAGAZINE

La question que tout le monde se pose, c'est pourquoi le nom Myalo. A-t-il une signification dans nos langues vernaculaires ?

Salem PERKIMS

La marque Myalo a une signification très profonde pour moi. J'ai créé un acronyme « M » comme la première lettre de mon nom. YA, c'est le petit nom de ma grand-mère. Ma fille Elo'o, avait du mal à prononcer son prénom lorsqu'elle était enfant et le disait LO. J'ai donc réuni ces trois mots pour créer « MYALO ».

ENOROMI MAGAZINE

Myalo Cosmétiques aujourd'hui, c'est toute une histoire. Dans l'historique de nos recherches, nous avons vu que vous avez même lancé des marques qui touchent à la transformation alimentaire. Quel est le but derrière toutes ces initiatives ?



Salem PERKIMS

Au début de mon projet en 2012, j'avais conçu un flyer où il était écrit que la marque Myalo est le N°1 au Gabon, cela m'a valu des railleries et des menaces. Pour certains, j'étais présomptueux et dire une telle chose alors que je n'avais aucune expertise dans le domaine me causerait des problèmes dans l'avenir avec le ministère de la Santé et d'autres structures agréées.

Mais, 10 ans plus tard, la marque Myalo est lauréat des Awards officiels des meilleurs produits de marque les plus consommés au Gabon en 2020. Lorsque l'Aganor (agence gabonaise de normalisation) a mis en place le comité technique et scientifique pour créer des normes sur les produits cosmétiques au Gabon, j'ai été officiellement invité à siéger dans ce comité en tant qu'expert avec bien évidemment les experts du ministère de la Santé.

Par ricochet, le succès de la marque Myalo m'a encouragé à en faire plus. J'ai alors mis sur le marché toute une gamme de produits agroalimentaires issue des produits de nos agriculteurs pour mieux valoriser le made in Gabon.

J'ai aussi créé en 2017 le premier ketchup (sauce tomate précuite) made in Gabon, des jus de citronnelle gingembre, des feuilles de manioc prêtes à cuisiner dans un packaging impeccable.

ENOROMI MAGAZINE

Avec l'avènement du « Made in Gabon », plusieurs marques de cosmétiques naissent. Quelle est selon vous la particularité de Myalo ?

Salem PERKIMS

Premièrement, j'ai une longue expérience dans le marketing, la communication et l'événementiel. Cela

m'a donc servi à mettre en valeur ma marque. Pour certains ils se contentent de créer et de vendre à quelques connaissances ou sur internet. Ils ne pensent malheureusement pas à investir dans la communication, le packaging et le réseau de distribution de leurs marques. Ensuite, il y a le facteur prix. Et c'est ici que toute la différence se fait. Nos produits se commercialisent à partir de 1000 FCFA et le produit le plus cher est à 15 000 FCFA.

Pour pousser le bouchon un peu plus loin, j'ai créé un marketing de réseau avec les produits Myalo. Les clients qui vendent nos produits à leur proche perçoivent des commissions sur les produits vendus chaque fin de semaine.

ENOROMI MAGAZINE

En patrouillant dans la capitale, nous avons pu constater que vos produits étaient vendus dans les carre-

fours, des vanes à l'effigie de votre marque. Pouvez-vous nous expliquer votre stratégie de distribution ?

Salem PERKIMS

Depuis des années, j'ai développé des stratégies qui se sont avérées payantes. Par exemple, nous avons un système de vente de proximité grâce à notre réseau d'agents commerciaux toute l'année. J'ai développé un réseau de vente dans tout le pays via les commerces des Syro-Libanais, des salons de coiffure, instituts de beauté et vente en ligne.

L'une des stratégies que j'ai mises en place, il y a 12 ans, consiste à offrir un soin gratuit dans notre institut à tout client de nos produits lors du premier achat, toutes les livraisons sont gratuites avec nos véhicules habillés aux couleurs de la marque.

ENOROMI MAGAZINE

Pourquoi selon vous, les populations gabonaises éprouvent de la difficulté à consommer les produits de leurs artisans locaux ?

Salem PERKIMS

Nous, artisans locaux et entrepreneurs, sommes les mieux placés pour comprendre pourquoi les Gabonais consomment moins les produits de leurs artisans. Il faut déjà dire que pour transformer un produit il y a les coûts de production, dans ces coûts de production il faut inclure : la matière première, les contenants, les étiquettes, le transport, la main-d'œuvre sans oublier les taxes. Étant donné que la plupart des intrants, les contenants sont importés, le transport de la matière première coûte cher, ajouté aux autres facteurs le prix final sera toujours élevé. Ce n'est donc pas la faute des transformateurs, sans oublier que nous ne recevons aucune subvention pour soutenir nos petites productions. Au final, les Gabonais ou tout autre consommateur va d'abord évaluer le prix avant d'effectuer l'achat. Les produits exportés sont donc plus prisés pendant que les nôtres sont critiqués à cause de leur prix.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes sans cesse en train d'encourager les jeunes entrepreneurs dans leur parcours. Avez-vous une casquette de coach inconnu du grand public ?

Salem PERKIMS

Pour encourager les jeunes entrepreneurs et surtout leur faciliter la compréhension du marché locale, j'ai créé « Myalo industrie ». Myalo Industrie accompagne les transformateurs locaux dans l'exécution de leurs projets, l'accompagnement dans le packaging, la mise en disponibilité de leurs produits dans les différents réseaux de distribution et les miens, les accompagner dans le respect des bonnes pratiques de fabrication et d'autres normes préconisées par l'Agasa et L'Aganor.

J'organise aussi des foires, des expositions pour faire connaître les produits locaux, je participe à des événements internationaux où j'emmène avec moi le savoir-faire made in Gabon et depuis que j'ai lancé le concept Consommons made in Gabon en 2017 plusieurs autres compatriotes ont pris le relais et cela donne désormais une grande visibilité aux produits locaux. Nous travaillons en synergie sans concurrence aucune pour un même but. La plupart d'ailleurs me considèrent comme leur aîné et n'hésitent pas à m'associer à leurs projets ou à demander des conseils.

ENOROMI MAGAZINE

Comment voyez-vous Myalo dans les cinq prochaines années ?

Salem PERKIMS

Ma vision pour Myalo est d'en faire une multinationale qui produit et vend des produits made in Gabon dans le monde. Je ne veux pas me concentrer uniquement dans le secteur des cosmétiques, mais bien d'autres. D'ailleurs, nous sommes en train de nous diversifier. Lors de l'apparition de la pandémie, il y a deux ans, j'ai eu l'idée de mettre sur le marché les premiers gels hydroalcooliques parfumés, et depuis quelques mois nous avons innové en les personnalisant.

ENOROMI MAGAZINE

Si vous aviez un mot à dire à tous ces entrepreneurs qui ont du mal à supporter la critique et la concurrence sur le marché, que diriez-vous ?

Salem PERKIMS

Je répéterai les mots que je dis tous les jours, lors des rencontres avec les entrepreneurs : il est préférable de bâtir votre projet avec vos efforts personnels, peu importe les difficultés, cela vous rendra fier à la fin et vous ne serez redevable envers personne. Soyez également patient, préservant et humble. La critique n'est pas une mauvaise chose en soi, peu importe comment elle est faite. Bien au contraire, tirez le meilleur d'elle.

Nous sommes un petit pays, chacun peut développer son affaire et avoir des clients. Pour ma part, personne n'est concurrent de personne, on se serre juste les coudes et nous présentons tous des offres innovantes et profitables pour le bien de tous. Soyons objectifs et avançons main dans la main. ●

*Propos recueillis par
Aude Sharys*

— Enquête —



GRÈVE DES RÉGIES FINANCIÈRES

1 milliard de FCFA de pertes quotidiennes pour l'Etat.

Le 25 novembre 2021, la Fédération des collecteurs des régies financières (FECOREFI) a lancé un nouveau mouvement de grève, alors que le pays peine encore à sortir de la situation de double crise sanitaire et économique dont il fait face depuis près de deux ans. Avec Sylvain OMBINDHA TALHEYWA III, secrétaire général et porte-parole dudit groupe syndical, nous avons voulu comprendre les motivations de ce débrayage dont les pertes sont estimées à 1 milliard de FCFA quotidiennement. Nous avons souhaité nous enquerir de l'avancée des discussions avec le gouvernement au moment de l'entretien et savoir quelle pourrait être la suite de ce mouvement au cas où les revendications de la FECOREFI n'étaient pas satisfaites dans les délais.



ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont les raisons (revendications) qui vous ont poussés à la grève générale lancée le 25 novembre ?

Sylvain OMBINDHA TALHEYWA III

La Fédération des collecteurs des régies financières (FECOREFI), qui regroupe essentiellement les administrations collectrices à savoir les Impôts, les Douanes, les Hydrocarbures et le Trésor, est entrée en grève générale illimitée du fait de :

1. la violation des dispositions du décret n°00429/PR/PM instituant la Prime à la performance budgétaire (PPB) par le gouvernement ;
2. l'indifférence du Gouvernement face aux multiples interpellations des partenaires sociaux des Régies financières qui s'apparente à n'en point douter à du mépris.

Ainsi, les points de revendications portent essentiellement sur :

- le retour aux fondamentaux des administrations collectrices, c'est-à-dire, autonomisation de celles-ci avec la contractualisation des objectifs budgétaires ;
- la poursuite des régularisations des situations administratives pendantes ;
- le nettoyage du fichier des primes à partir des audits réalisés en 2017 au sein des Régies financières et administrations assimilées ;
- l'organisation des assises tripartites entre la présidence de la République, le gouvernement et les partenaires sociaux des Régies financières.

ENOROMI MAGAZINE

À quel niveau des discussions en êtes-vous avec le gouvernement ?

Sylvain OMBINDHA TALHEYWA III

À ce jour aucune discussion sur nos points de revendications n'a été ouverte

entre le Gouvernement et nous, nous tergiversons sur la méthode et la pertinence de certains points. Pendant ce temps, la démotivation et la démobilisation des agents affectent négativement la chaîne de la collecte des deniers publics et par conséquent le budget de notre pays.

Nous nous interrogeons sur la volonté réelle du Gouvernement à trouver des solutions pérennes à cette crise qui annihile sérieusement les efforts du Président de la République à mettre en œuvre sa politique de développement du pays. Comment un gouvernement, qui mise sa stratégie budgétaire sur la capacité des Régies financières à optimiser la collecte des deniers publics, peut-il ne ménager aucun effort pour les démobiliser et les démotiver ?

ENOROMI MAGAZINE

À combien pouvez-vous estimer les pertes dans les caisses de l'État à cause de votre grève ?

Sylvain OMBINDHA TALHEYWA III

Avec un service minimum de 7h30 à 10h, les pertes sèches dans les caisses de l'État sont estimées à plus d'un milliard de francs par jour. Imaginez-vous que le gouvernement se l'autorise en toute indifférence. C'est ahurissant.

ENOROMI MAGAZINE

Que prévoyez-vous engager comme action dans les prochains jours, si vos revendications ne sont pas entendues par le gouvernement ?

Sylvain OMBINDHA TALHEYWA III

Dans les prochains jours, nous allons convoquer les agents à une grande assemblée générale, qui va apprécier le mépris du gouvernement. Le service minimum va certainement être revu de 7h30 à 9H00, et d'autres actions plus stratégiques de paralysie seront déroulées et déployées. L'objectif étant de trouver des solutions idoines et pérennes pour les mamelles allaitantes de l'État. ●

Urban³

104.5 la station urbaine



11 ans déjà...
Joyeux anniversaire

COMME LE VIN,
ON SE BONIFIE AVEC L'ÂGE

urban fm
104.5



Tribune

Tout, bien ou mal, dépend du leadership.

Je lisais, il y a quelque temps, « Comment développer son leadership », un livre coécrit par les Américains Ken BLANCHARD et Mark MILLER. De cette lecture, particulièrement la préface signée de John MAXWELL, j'ai tiré la phrase qui me sert de titre pour cette tribune. Poursuivant ma lecture, cette phrase s'est littéralement imposée à moi comme une hantise. Je la trouvais complexe. Je me suis mis à réfléchir sur ce que je devais y comprendre. « Tout, bien ou mal, dépend du leadership ! » Pourquoi l'auteur a-t-il fait le choix de cette formulation au lieu d'écrire : « tout en bien ou en mal dépend du leadership » ? Ce qui aurait eu pour effet de rendre sa compréhension plus simple.

Cependant, à mon sens, l'ordonnement syntaxique de l'auteur répond à une exigence sémantique. Cette dernière aurait pu lui permettre également de faire fi des parenthèses et décrire que « tout dépend du leadership ». En réalité, tout l'exercice linguistique que je viens de faire n'a rien avoir avec le traitement que je voudrais faire de cette phrase. Ma préoccupation repose sur l'observation faite sur notre société ces dernières années. Depuis près d'une décennie, il a surgi des discours les expressions : « leader » et « leadership ». Des mots mis en valeur par la nouvelle génération de citoyens investis en politique, dans l'entrepreneuriat et les activités d'accompagnement ou de suivi personnel, autrement appelées « coaching ». Tout le monde se revendique du leadership. D'ailleurs, ces dernières années, j'ai

pu noter un enrichissement du vocabulaire féministe avec l'avènement des « femmes leaders, femmes d'influence », etc.

Il se pose néanmoins à nous une question essentielle : qu'est-ce que le leadership ? La réponse à cette question, à mon sens, devrait permettre de resituer la définition de ce mot. L'objectif étant de permettre une meilleure compréhension du sujet de notre tribune par les lecteurs. Pour ce faire, je m'appuierai sur la littérature pour rendre plus explicite mon propos.

Qu'est-ce que le leadership ?

Selon Warren BENNIS : « Le leadership est la capacité à faire d'une vision une réalité. » Il s'agit donc de la capacité à matérialiser une idée, à partir de la pensée à l'action, à se départir de la contemplation pour l'engagement de terrain. Le leadership est ainsi le fait de partir d'une idée immatérielle jusqu'à sa matérialisation concrète. Mieux, et de façon imagée, il s'agit pour une femme qui veut fabriquer des gâteaux de parvenir à la création d'une pâtisserie. En résumé, le leadership exige d'être « concret ». En ce qui me concerne, puisqu'il me semble intéressant également de livrer ma pensée sur le sujet, le leadership est la faculté et la détermination à faire adhérer les femmes et les hommes à un projet commun avec confiance et courage.

Généralement, le leadership s'assimile à la faculté de conduire un groupe d'individus vers l'excellence. L'ambition étant de rechercher l'amélioration de la performance vers des niveaux supérieurs en qualité, et favoriser la construction d'une personnalité pouvant s'adapter à toutes les situations, mais surtout capable de franchir tous les obstacles empêchant l'atteinte des objectifs. Le leadership tend à se considérer comme l'art de pousser les individus au franchissement de leurs limites, les encourageant à s'adapter à leur milieu de vie. Dès lors, le leadership tient de la bienveillance à conduire un groupe de personnes à la réalisation d'une vision.

Cependant, il est difficile de parler de leadership sans aborder son principal acteur : le « leader ». Car, le leader, c'est celui qui implémente le leadership qui sied pour la matérialisation de la vision. Mais qui est donc ce leader ?

BLANCHARD et MILLER disent qu'« un leader est une personne à laquelle les autres se réfèrent en raison de sa situation ». Mieux, il s'agit d'« une personne en position d'autorité, qui est responsable des résultats de ceux qui sont placés sous sa direction ». Le leader, pour eux, est donc une personne responsable qui conduit une équipe vers l'atteinte des objectifs qu'il aurait fixés ou qui s'imposent à lui. En d'autres termes, le leader doit rendre la vision accessible pour parvenir à sa concrétisation.

Du concret de ce texte

« Tout, bien ou mal, dépend du leadership ». Le contexte d'exploration de cette phrase s'inspire de la situation économique et sociale de notre

pays. Depuis bientôt 2 ans, le pays vit au rythme des mesures de riposte et de lutte contre la propagation du coronavirus. Une situation dont les conséquences sont certaines chez les populations. Les effets négatifs de cette pandémie sont très perceptibles dans tous les secteurs dits non essentiels.

Si nous devons louer le souci de départ de préserver les populations d'une catastrophe sanitaire dont est animé le gouvernement, il convient néanmoins de reconnaître qu'à ce jour, au-delà de l'apparition du nouveau variant « Omicron », l'attitude des autorités étonne.

De par le monde, les gouvernements travaillent à des solutions plus justes pour la reprise des activités dans tous les secteurs. La « forte recommandation » vaccinale est sujette à l'acceptation d'un grand nombre de personnes à travers le monde. L'action publique est mobilisée pour permettre une adhésion volontaire des peuples. Au Gabon, le leadership en la matière ne parvient plus à convaincre au regard de la gestion hasardeuse de la crise sanitaire. Des accusations de gestion opaque sont mises en évidence par la société civile qui accuse. Des accusations d'enrichissement illicite sont formulées. La même société civile n'a pas hésité à saisir la Cour constitutionnelle au sujet de l'arrêté n° 0559/PM du 25 novembre 2021, dont les mesures sont qualifiées d'anticonstitutionnelles. Le 24 décembre 2021, son annulation par la haute juridiction, et malgré l'annonce d'un nouvel arrêté par le gouvernement, a suffi pour alerter l'opinion sur l'éventualité d'une crise de leadership au sein du gouvernement.

Dans le même ordre d'idée, l'administration publique fonctionne au gré des mouvements sociaux initiés

par les syndicats. La grève la plus marquante à ce jour est celle lancée depuis plusieurs mois au sein du secteur de l'Éducation. Le 13 décembre dernier, le ministre de l'Éducation nationale s'est résolu à la révision du calendrier scolaire face à la détermination des enseignants à trouver des réponses concrètes à leurs revendications. S'il faut reconnaître la volonté de dialogue de Patrick MOUGUIAMA DAOUDA, l'on regrette toutefois un certain enlisement de la situation né du traitement peu convaincant des points de revendication, et dont les syndicats assurent pourtant que la nature de ceux-ci est transversale. Un constat pour le moins regrettable: à défaut des solutions, les autorités préfèrent recourir à des violations de droits à travers les suspensions de solde ou la mise sur bon de caisse des agents grévistes.

Le principe de leader commande à la patronne de l'Administration de faire agir son leadership en faveur du règlement de tous ces foyers de tension qui paralysent le fonctionnement du service public. Les qualités de leader, qui appellent à faire le point pour « Évaluer » la situation, « Estimer » pour élaborer une stratégie qui permettrait de « Corriger » ou de rectifier les erreurs, semblent méconnues.

La situation de crise que traverse le pays questionne le leadership gouvernemental. Pour offrir des réponses efficaces à chacune des situations, il faut un investissement collégial des membres de l'équipe gouvernementale. Or, il semble qu'il y ait une absence de conviction commune à s'impliquer pleinement dans le règlement des crises qui secouent l'administration publique. Il est difficile de croire qu'il n'y ait pas de vision quand on sait l'engouement qu'il y a dans ce pays depuis une décennie sur les questions de leadership et de développement

personnel. L'étrangeté de l'impasse dans laquelle se trouve le management du gouvernement surprend. À ce niveau de responsabilité, la mission première est d'être au service et apprendre aux autres à servir pour l'intérêt général.

Il est fort possible que le hic soit au niveau de la confusion que nous pouvons entretenir entre « le niveau hiérarchique » et le leadership. Or, « beaucoup de personnes font preuve en permanence d'autorité sans être en position de leadership ; et beaucoup d'autres personnes, qui sont en position d'autorité, n'exercent aucun leadership ». Si « les compétences sont essentielles à un leadership efficace, mais le tempérament aussi ». Le tempérament que BLANCHARD et MILLER assimilent à l'« être » est la partie la plus essentielle au leadership. Il permet le sens de l'observation, de l'écoute, de la disponibilité et du service. D'ailleurs, le secret des meilleurs leaders, c'est de « servir ». C'est peut-être ce qui manque au gouvernement : « être au service ». En d'autres termes, travailler véritablement pour le développement et le bien-être des Gabonais. ●

Vianey Gaël Ndoutoume
Citoyen.

Dossier

BUDGET 2022

Attentes et prétentions du gouvernement.

Évalué à plus de 2 936 milliards de FCFA en 2022, le budget du Gabon devrait être légèrement inférieur à celui de 2021. Tout le long des mois de novembre et décembre, les membres du gouvernement se sont présentés devant les députés puis les sénateurs pour faire examiner leurs différents dossiers. ENOROMI MAGAZINE propose un condensé des attentes de quelques-uns de la dizaine de ministres auditionnés par les élus.

I- UN BUDGET EN BAISSSE DE 191 MILLIARDS DE FCFA EN 2022

Comme le veut la procédure en la matière, la conception du Projet de loi de finances (PLF) de l'année 2022 a démarré par les conférences budgétaires en août 2021. Il s'agissait pour les membres du gouvernement de présenter chacun au ministre du Budget et des Comptes publics, Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE, les projets d'investissement de leurs différents départements. Au terme de ces échanges, un condensé des besoins a été fait, et chacun des ministres a dû se présenter devant les députés et les sénateurs dès le mois d'octobre pour défendre son dossier.

Selon le patron des Comptes publics, «le projet de budget de l'État est équilibré en ressources et en charges à 2 936,6 milliards de FCFA, contre 3 127,6 milliards de FCFA en 2021 ». Celui-ci enregistre donc une baisse de 191 milliards de FCFA.

S'agissant spécifiquement des ressources, le gouvernement mise sur une croissance à 3% censée reposer sur le retour à une situation sanitaire maîtrisée, la stabilisation des prix des matières premières et les effets induits des mesures arrêtées dans le dernier programme économique et financier signé avec le Fonds monétaire international (FMI). « Le Projet de loi de finances 2022 met notamment l'accent sur l'amélioration de la mobilisation des ressources. L'activité économique nationale devrait afficher une hausse du produit intérieur brut (PIB) réel, et cette croissance résulterait de l'amélioration concomitante de l'activité du secteur pétrolier et du secteur hors pétrole », a indiqué la ministre de l'Économie et de la Relance, Nicole Janine Lydie ROBOTY, épouse MBOU, face aux élus, en fin novembre 2021.

Pour sa part, Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE a précisé que « la stratégie arrêtée en matière d'investissement vise principalement à réaliser les projets contenus dans le Plan d'accélération de la transformation (PAT) afin d'obtenir une croissance durable et répondre aux besoins urgents des populations ». ●



II- LES ATTENTES PAR DÉPARTEMENTS MINISTRERIELS

1. LES TRAVAUX PUBLICS

Doté d'un budget de 75 milliards de FCFA en 2021, le taux d'exécution de celui-ci a été estimé à 50,15% à fin octobre dernier, Léon Armel BOUNDA BALONZI espère bénéficier d'un peu plus d'argent en 2022. Le ministre en charge des Travaux publics et des Infrastructures l'assure, son département en a grandement besoin pour mener à bien ses différents projets. Face aux élus, membres de la commission du Budget et des Finances, le membre du gouvernement n'a pas manqué d'exprimer ses besoins.

Le département dont il a la charge sollicite une enveloppe de 76,1 milliards de FCFA pour lui permettre de poursuivre et d'achever certains chantiers inscrits dans le cadre du Plan d'accélération (PAT) à travers le pays. Cet argent, a-t-il précisé, servira à financer le programme « Équipements et Infrastructures », qui nécessite une dotation de plus de 72,1 milliards de FCFA. Cette enveloppe servira également à financer le programme « Pilotage et soutien aux politiques des travaux publics et de l'aménagement du territoire » dont les besoins sont évalués à 3,9 milliards.

2. LA CULTURE ET LES ARTS

Au palais Léon MBA, siège de l'Assemblée nationale, dès octobre, les élus ont également examiné les prétentions du ministre de la Culture et des Arts. En effet, comme d'autres avant lui, Michel MENGA M'ESSONE est allé présenter ses prévisions budgétaires aux députés, en sa qualité de responsable de la mission interministérielle « Culture, Art et Éducation populaire ». Le membre

du gouvernement a notamment estimé ses besoins à 11 milliards de FCFA pour l'exercice 2022. Soit une hausse de 2 milliards de FCFA par rapport à la Loi des finances rectificatives 2021.

Selon le ministre de la Culture et des Arts, cet argent servira en grande partie à l'avancement de certains projets en cours. L'achèvement des travaux de réhabilitation de l'École nationale d'art et manufacture (ENAM) ainsi que la construction de deux bibliothèques multimédias baptisées Ali BONGO ONDIMBA à Mitzic (Woleu-Ntem) et à Franceville (Haut-Ogooué) font partie des principaux chantiers de son département ministériel.

Pour ce faire, Michel MENGA M'ESSONE a également sollicité des élus la validation d'un budget d'investissement lié à la mission dont il a la charge à 672 milliards de FCFA, en 2022.

3. LES SPORTS ET LA JEUNESSE

En 2022, de gros chantiers attendent Franck NGUEMA, notamment la reprise du championnat de football sur le plan national. L'affaire a fait grand bruit cette fin d'année 2021. Plusieurs footballeurs professionnels évoluant à Libreville et à l'intérieur du pays ont exprimé leur colère face à la non-reprise du National Foot depuis deux ans. Sollicité par différentes organisations du secteur, le ministre de Jeunes et des Sports est allé solliciter des députés l'approbation de ses prévisions budgétaires pour l'année 2022. 61 milliards de FCFA. Telle est l'estimation de ses besoins.

Selon la Loi des finances rectificatives, l'enveloppe qui lui avait été allouée en 2021 n'était que de 6 milliards de FCFA. Bien trop peu pour les chantiers en attente. Ce montant a d'ailleurs constitué un frein, d'autant que le budget alloué n'a pas permis au membre du gouvernement de répondre à toutes les attentes des acteurs du monde sportif



gabonais. Il en veut donc au moins le double en 2022.

S'agissant de la mission gouvernementale liée à la promotion du sport, ce compte d'affectation spécial devrait être doté de 5 milliards de FCFA en 2022. C'était déjà le même montant en 2021. Cet argent a notamment permis à l'Office national de développement du sport et de la culture (ONDSC) de financer la construction de plateaux sportifs dans la capitale.

4. SÉCURITÉ ET LA DÉFENSE

En 2022, soit l'année avant celle au cours de laquelle le pays connaîtra de nouvelles élections (présidentielle et locales), le gouvernement n'entend pas lésiner sur la sécurité et défense. Or, pour s'assurer de mener convenablement leurs missions, le ministère de la Défense nationale et celui de l'Intérieur auront besoin d'un budget conséquent. Face aux élus, Lambert-Noël MATHA (Intérieur), qui a représenté son collègue Michaël Moussa Adamo à l'Assemblée nationale en novembre, a estimé les besoins en matière de lutte contre l'insécurité et de protection des personnes et des biens à 64,3 milliards de FCFA. Des besoins qui concernent exclusivement le dossier lié à la mission interministérielle « Sécurité ».

Les deux membres du gouvernement



ont donc sollicité pas moins de 64,3 milliards de FCFA. Avec cet argent, le ministère de la Défense nationale et celui de l'Intérieur prévoient notamment de mieux équiper les agents des différents corps placés sous leur autorité en moyens roulants l'année prochaine. Ils prévoient en effet de nouvelles donations en véhicules. « Cette dotation est progressive. Elle va également bénéficier aux personnels de commandement », a promis Lambert-Noël MATHA devant les députés. En fin 2021, l'opération de dotation de véhicules n'était réalisée qu'à 40% par rapport à l'objectif du gouvernement.

En 2021, la mission interministérielle « Sécurité » a nécessité 57,4 milliards de FCFA, soit environ 7 milliards de moins.

5. LA JUSTICE ET LE SOCIAL

Erylyne Antonela NDEMBET DAMAS et Prisca NLEND KOHO, respectivement ministre de la Justice et ministre des Affaires sociales, ont-elles aussi défendu à l'Assemblée nationale le dossier lié à la mission « Justice » dont elles assurent toutes deux la charge au sein du gouvernement. Et en vue de parvenir à leurs objectifs en 2022, elles ont sollicité une enveloppe globale d'un montant hors affectation des produits (ADP) de 32,9 milliards de FCFA. Au titre de l'année budgétaire 2021, celle-ci s'élevait à 33,8 milliards de FCFA.

Cet argent servira pour l'essentiel à honorer les dépenses de personnel, de biens et services, des transferts et de l'investissement dans le cadre de la mise en œuvre de divers programmes en lien avec la mission. Une mission dont la finalité est de « concevoir et de mettre en œuvre la politique publique de la justice au Gabon ; de maintenir et de rétablir l'ordre dans les établissements pénitentiaires ainsi que d'insérer et de réinsérer socialement les détenus ; d'œuvrer à la promotion et à la protection des Droits Humains et de lutter contre les discriminations économiques et sociales ».

6. LES TRANSPORTS

Piloté par le ministère en charge des Transports, en 2021, le programme « Transport terrestre » a bénéficié de 9,1 milliards de FCFA. Toutefois, le niveau d'exécution global n'a atteint que 51% des objectifs du gouvernement, avec seulement 4,6 milliards de FCFA de budget. En 2022, les choses devraient changer. Brice Constant PAILLAT y tient fermement. Aussi, pour lui permettre de financer les chantiers en lien avec la mission dont il a la charge, le ministre a sollicité un peu moins d'argent. Face aux élus, il a estimé ses besoins à 13,6 milliards de FCFA pour l'année prochaine.

Selon le membre du gouvernement, cet argent sera consacré, pour une grande

partie, aux programmes liés au transport aérien, maritime et fluvial. Ainsi, plus de 6,8 milliards seront consacrés à ces secteurs jugés prioritaires. Brice Constant PAILLAT entend en effet « revisiter le cadre règlementaire et institutionnel, d'améliorer la sécurité et la sûreté, d'assurer une meilleure offre de transport aérien et par voie d'eau notamment par la redynamisation du parc naval de l'armement national de droit public ».

7. L'ÉDUCATION

236,9 milliards de FCFA. C'est l'enveloppe globale sollicitée par Pr Patrick MOUGUJAMA-DAOUDA pour l'année 2022. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation nationale entend matérialiser plusieurs projets devant permettre de garantir de meilleures conditions d'apprentissage aux élèves et aux étudiants ainsi que de meilleures conditions de travail et de vie pour les personnels du secteur parmi lesquels les enseignants, dont environ 20% sont en grève cette fin d'année 2021.

Face aux députés membres de la commission du Budget et des Finances devant lesquels il est allé défendre son dossier en début novembre, le membre du gouvernement a précisé que plus de la moitié de cette enveloppe sera affectée au programme « Enseignement secondaire » de la mission « Éducation nationale ». Ce ne sont donc pas moins de 109,7 milliards de FCFA qui y seront consacrés. Cet argent, a-t-il assuré, sera utilisé en vue de « la poursuite de l'acquisition du CES de Moanda, la poursuite de l'acquisition du complexe d'Awendjé, la constriction du lycée du 2e arrondissement de Franceville, l'achèvement des travaux de réhabilitation d'un bâtiment du lycée de Mitzic, l'achèvement des travaux du lycée Paul-Marie YEMBIT de Ndendé ».

Une partie de l'enveloppe, soit 98,2 millions de FCFA, sera consacrée au financement des activités liées au programme « Éducation populaire ». L'objectif du gouvernement étant de poursuivre en 2022 la promotion des valeurs citoyennes. ●



*L'investissement Agricole
est une nécessité pour l'avenir*

CONTACTS ;

📞 077 75 37 86 / 062 00 92 62



Mais... ENCORE!



EUNICE-BERTRAND BIYOGHE

*L'ambition de faire de la com'
en mieux.*

Elle est sans conteste une des meilleures présentatrices de sa génération au Gabon, mais Eunice-Bertrand BIYOGHE n'est pas que cela. Comme elle le révèle dans cet entretien, avant d'être la patronne de E2B Média, sa nouvelle entreprise spécialisée dans l'accompagnement en communication, la production et la formation, elle a été chanteuse, slameuse et même actrice de cinéma. La jeune journaliste et animatrice dans l'évènementiel se donne désormais pour mission d'apporter un peu de fraîcheur au paysage audiovisuel gabonais.

ENOROMI MAGAZINE

Qui est Eunice-Bertrand BIYOGHE pour certains de nos lecteurs qui ne la connaissent pas ?

Eunice-Bertrand BIYOGHE

Eunice-Bertrand BIYOGHE est une jeune dame de nationalité gabonaise, maman d'un magnifique garçon, présentatrice télé notamment sur la chaîne publique nationale Gabon 1ère, et entrepreneure. Diplômée en journalisme et communication des entreprises, passionnée par les métiers de l'audiovisuel et l'art comme le témoigne mon parcours dans différents secteurs tels que : le cinéma, le Slam, la musique, modèle photo et télévision.

ENOROMI MAGAZINE

Comment êtes-vous arrivée à l'animation puis au journalisme ? Contrainte parentale ? Passion ? Hasard ?

Eunice-Bertrand BIYOGHE

J'ai toujours été amoureuse d'art oratoire et tout était comme aligné pour que je finisse devant le petit écran. Mes parents ne m'exigeaient rien du tout, ils voulaient juste que je rapporte un diplôme et ma mère tenait à ce que je sois une "star" (rire).

En 2012, j'ai commencé à faire de la radio à Radio Ubuntu, d'abord dans le cadre de la promotion d'un événement que ma sœur Charlene (plus connue sous son nom d'artiste Princess ZALANG) et moi organisons à l'époque : le premier concours gabonais de slam féminin. Puis à la fin de l'événement, la radio m'a retenue pour continuer un programme de slam, mais en fin 2013, je quitte la radio Ubuntu pour la radio UrbanFM 104.5 où Didier DAFRESHMAN m'a donné l'opportunité de faire le DafreshMorning.

En 2014, alors que j'avais bouclé mes années en Marketing, je ne me sentais ni motivée ni à l'aise avec ce qui m'attendait dans ce métier ; alors, j'ai décidé de reprendre tout de zéro. J'ai donc décidé de m'inscrire en journalisme, et c'est cette même année que j'ai eu une proposition de Steve Anderson BANDZAMBI pour faire de la télé, j'ai tout de suite dit «oui», et depuis 7 ans, je vis mon plus beau rêve.

ENOROMI MAGAZINE

Il se dit que vous avez également été chanteuse et même actrice de cinéma. Racontez-nous ?

Eunice-Bertrand BIYOGHE

Mon histoire avec la musique est particulière. J'ai d'abord été dans une chorale puis j'ai participé à un concours pour un projet de La Croix-Rouge gabonaise, j'ai remporté le concours, mais je n'avais pas l'intention d'en faire une carrière. C'était sans compter les encouragements de ma mère (rire). Je me suis donc lancée, et c'est comme ça qu'a débuté ma carrière, qui n'a d'ailleurs pas mis long feu.

Le cinéma a été le fruit du hasard. J'ai été sélectionnée après un casting pour la publicité



d'une maison de téléphonie mobile de la place, et ayant aimé mon jeu durant le tournage, l'équipe m'a rappelé pour le casting d'une série ainsi j'ai joué dans « L'œil de la citée » de Samantha BIFFOT, « Le tchatteur » de Pauline MVELE et « Mwane Mory » d'Amédée Pacôme NKOULOU.

ENOROMI MAGAZINE

Aujourd'hui, en plus d'avoir poursuivi dans l'animation télé et dans l'événementiel, vous avez monté votre agence de communication, E2B Média. Pourquoi ce choix et comment vivez-vous votre nouvelle vie de patronne d'entreprise ?

Eunice-Bertrand BIYOGHE

Ce choix est l'accomplissement d'une volonté de faire bouger le milieu de l'audiovisuel, mais aussi, et surtout de changer la façon de communiquer au Gabon. On communique beaucoup, mais le constat est là : les méthodes ne sont pas bonnes. À travers la création de ma boîte, je viens proposer quelque chose d'innovant.

E2B Média fait dans l'accompagnement en communication, la production et la formation. La visibilité et l'image d'une personnalité, d'une entreprise ou une ONG ne passent pas que par un sponsoring sur internet ou un placement de produit chez des influenceurs. Il faut une stratégie élaborée et accompagnée. C'est ce que nous proposons au sein de notre entreprise.

La vie de patronne est difficile, mais plaisante, car les challenges sont énormes et il n'y a pas mieux pour dépasser ses limites. L'entrepreneuriat au Gabon à des codes qui demandent beaucoup de patience et de détermination surtout quand on est une femme.

ENOROMI MAGAZINE

Des projets pour l'avenir ? Si oui, lesquels ?

Eunice-Bertrand BIYOGHE : Dans le cadre de mes activités personnelles, je suis actuellement en tournage pour une nouvelle émission d'un autre genre et d'un autre style que celui qu'on connaît. Et dans le cadre de E2B Média, nous sommes actuellement en promotion pour accompagner les startups et les entrepreneurs qui débute avec des forfaits à moindre coût et nous préparons 2022 avec de nouvelles offres, de nouveaux services et également du contenu audiovisuel qui sera bientôt disponible.

Nous apporterons un petit rafraîchissement dans les programmes qui sont proposés par nos médias locaux, particulièrement les chaînes de télévision.

ENOROMI MAGAZINE

S'il vous était donné de porter un conseil à un jeune talent gabonais qui hésite à se lancer dans l'entrepreneuriat, que lui diriez-vous ?

Eunice-Bertrand BIYOGHE

D'une part je lui dirai de prendre le temps de bien analyser le marché avant de se lancer. L'entrepreneuriat n'est pas cet eldorado qu'on nous vend à la télé et sur les réseaux sociaux. Il faut beaucoup de rigueur et de discipline pour prétendre vouloir entreprendre et ne surtout pas faire dans le mimétisme.

Les réalités de l'entrepreneuriat peuvent décourager, mais avec beaucoup de détermination, de créativité et de la suite dans les idées on est capable d'apporter des solutions qui comblent des besoins dans le quotidien des Gabonais. ●

Propos recueillis par
Griffin ONDO



► DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

FAIRE LE BILAN DE SON ANNÉE

Un exercice nécessaire.

Le mois de décembre est particulier. Entre les fêtes de fin d'année et les tâches à finir au boulot ou dans le cadre des activités de son entreprise, les semaines sont souvent bien chargées. Pourtant, il est important de faire le bilan de son année. D'autant que faire un bilan annuel permet d'avoir un regard sur l'état de la situation actuelle. Le but étant de commencer l'année suivante dans un meilleur état d'esprit.

Au cours d'une année, et dans l'atteinte de nos objectifs personnels, nous connaissons des réussites et des échecs. En d'autres termes, des points positifs qu'il faut reconnaître et des axes d'améliorations que l'on pourra essayer de corriger. Dans cet article, nous verrons donc comment dresser le bilan personnel de son année pour continuer de progresser et d'avancer.

Faire le bilan de son année signifie prendre du recul et de la hauteur pour analyser ce qui a été fait au cours de l'année. De ce fait, cela inclut ce qui n'a pas été fait. Il peut donc s'agir de faire une rétrospective de son année afin d'en tirer des conclusions et des leçons, mais aussi décerner des récompenses pour le chemin accompli jusqu'ici. Dans le monde professionnel, les « responsables d'équipes », les « managers » ou encore les « commerciaux » s'imposent un bilan annuel pour faire un suivi des objectifs et de l'état de satisfaction des collaborateurs. Dans notre cas, nous faisons un bilan avec nous

même pour suivre nos objectifs et notre état de satisfaction. L'objectif est de répondre à cette question : « Sommes-nous heureux dans la voie que nous empruntons ? »

L'IMPORTANCE D'UN BILAN ANNUEL

Il est important de faire le bilan de son année, car cela permet de réajuster ce qui doit l'être. En effet, des jours et des mois passent et la période de fin d'année est un moment idéal pour faire un point. Cependant, on peut très bien imaginer le faire en été. À chacun de faire comme bon lui semble. L'intérêt est de s'améliorer, de progresser et de prendre de meilleures décisions. De plus, faire un bilan annuel permet d'avoir suffisamment de matière à analyser.

En effet, si on faisait un tel bilan de manière mensuel, il ne serait pas de la même envergure. Ce qui importe le plus, ce ne sont pas les détails, mais les grands événements, les changements majeurs et notre ressenti.

COMMENT Y PARVENIR ?

- Pour bien faire le bilan de fin d'année, il est important de le programmer et de le planifier. De cette manière, en y consacrant un créneau dédié, vous pourrez travailler sur vous correctement. Au calme, sans distraction ni dérangement dans votre bureau.
- Revoyez les objectifs que vous vous étiez fixés et faites le point sur leur état d'avancement ou d'accomplissement. Quels objectifs ont été atteints ? À quel pourcentage ? Quels objectifs ont été partiellement atteints ? Quels projets ont été abandonnés ? J'aime bien fonctionner de manière simple avec une vision « macro » : Fait / En cours / Pas fait.
- Dans les objectifs que vous vous étiez fixés et dans les événements de votre courbe, des réussites devraient émerger. Rassurez-vous, même dans les coups durs, on peut tirer du positif. C'est d'autant plus vrai lorsque l'on prend un peu de recul. Ainsi, ces réussites sont des victoires. Célébrez-les !
- À partir de ce qui n'a pas fonctionné, plutôt que de se lamenter, il est plus constructif de chercher à comprendre pourquoi. De ce fait, réfléchissez aux axes d'améliorations afin de faire mieux l'année suivante.
- Notre expérience humaine est marquée de rencontres et l'aspect humain est une composante essentielle de notre cheminement. Quelles sont les personnes qui ont marqué votre année ? Quelles relations souhaitez-vous entretenir et renforcer ? Au contraire, quelles personnes pèsent sur votre humeur et votre épanouissement ?

L'OBJECTIF : MIEUX PRÉPARER L'ANNÉE SUIVANTE

Pour bien savoir où on va, il est important de savoir d'où l'on vient. Ainsi, c'est dans ce sens que faire le bilan de son année est important. Formel ou informel, exhaustif ou non, le but est qu'il vous corresponde et surtout qu'il vous serve. À partir de ce bilan, il est possible de préparer la nouvelle année. Cela passe notamment par le fait de se fixer des objectifs, et des résolutions. ●

Christian BOUA

DÉCONFINEZ VOTRE MARQUE



Think different

Studio de Graphisme

+241 - (0)74 - 81 - 92 - 83

▶ SPORT

CAPELLOGATE

**Le football gabonais
secoué par un scandale
sexuel inédit.**

Tout est parti des accusations portées par le journaliste français Romain MOLINA contre Patrick ASSOUMOU EYI, ancien entraîneur de l'équipe nationale des moins de 17 ans. Connu dans le milieu du football sous le sobriquet Capello, l'ancien coach aujourd'hui en détention préventive à la prison centrale de Libreville, est soupçonné d'avoir abusé sexuellement de jeunes garçons. Le « Capellogate » était alors né, et l'affaire révélée par une enquête de *The Guardian* n'a pas fini d'ébranler le foot gabonais, d'autant que, motivé par le gouvernement, le parquet s'est saisi de cette affaire.

UN BOURREAU NOMMÉ CAPELLO, APÔTRE DE LA « PRÉSENCE D'ESPRIT »



Si le monde du football au Gabon ne paraît pas bouleversé par ces révélations du média anglais, c'est que des soupçons ont toujours pesé sur le sulfureux coach. Bien connu dans le pays pour avoir révélé de nombreux joueurs devenus internationaux et avec des carrières à l'étranger, Capello se singularisait avec son expression favorite : « Il te manque la présence d'esprit. » Cette expression bien à lui et surtout allusive, il la partageait à tous les jeunes footballeurs qui lui « tapaient à l'œil ». Et pour les aider à combler ce qui leur faisait défaut, il fallait qu'il leur transmette la « présence d'esprit », élément indispensable pour réussir une carrière sportive.

D'après le témoignage d'un ancien joueur qui a été entraîné par lui, l'entraîneur aurait entraîné les victimes présumées chez lui, qu'il a appelé "Le Jardin d'Eden." Plusieurs victimes présumées ont parlé au Guardian. Une victime présumée qui a joué pour l'équipe nationale des moins de 17 ans entre 2015 et 2017 a affirmé avoir été agressée à plusieurs reprises par lui au cours de sa carrière avec l'équipe nationale. « Il m'a forcé à avoir des relations sexuelles avec lui », a déclaré le joueur. C'était, semble-t-il, la condition pour rester dans l'équipe nationale. À l'époque, j'ai quitté mon village pour aider ma famille. Je vivais dans la capitale et devenir footballeur professionnel était le seul moyen de sortir de la misère. Alors j'ai fait ce que j'avais à faire pour les aider.

Entraîneur des moins de 17 ans jusqu'en 2017 et en poste à la Direction technique provinciale de l'Estuaire, la première province du pays, c'est dans le cadre de ses fonctions, qu'il aurait agi depuis le milieu des années 1990, lors des participations multiples du Gabon au célèbre tournoi cadet de Montaigu durant lesquels il était sélectionneur.

COACH KOLO ET COACH ORPHÉE, DEUX AUTRES PÉDOPHILES PRÉSUMÉS INTERPELLÉS

Au plus fort des péripéties autour de cette affaire, des langues se sont déliées et parmi les bourreaux présumés ont été interpellés deux autres coaches bien connus du milieu : Orphée MICKALA (suspendu par ailleurs par son club le Tout Puissant AKWEMBE) et Triphel MABICKA dit « coach Kolo ». Le dernier cité aurait été interpellé dans le lit d'une chambre d'hôtel au PK7, « en tenue d'Adam », en pleine fête de la Nativité, en compagnie de deux jeunes garçons.

De jeunes footballeurs, au contact de ces entraîneurs, ont affirmé avoir été séduits et abusés par ces coaches qui n'en seraient pas à leurs premières actions. Selon certaines indiscretions, des interpellations par le passé avaient déjà eu lieu sur l'entraîneur de jeunes de l'Union Sportive O'mbilanziami (USM), Coach KOLO, mais il s'en est toujours sorti sans être inquiété par qui que ce soit dans ces soupçons d'agression sexuelle.

LA RIPOSTE DES AUTORITÉS

Quelques jours après ces révélations qui ont choqué le monde du sport, le président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, avait condamné fermement ces agressions via son compte Twitter. Le 17 décembre, il avait parlé en ces termes : « La pédophilie est l'un des crimes les plus graves qui puissent être commis. Elle n'a pas sa place au Gabon. Quand les faits sont avérés, les abus envers les enfants doivent être sanctionnés par la justice avec une extrême rigueur. Face à l'intolérable, il faut être intraitable ! »

À la suite de ce positionnement tranché de la première autorité du pays, le ministre des Sports Frank NGUEMA a fait une déclaration pour suspendre Patrick ASSOUMOU EYI de toute activité liée au

football et a annoncé l'ouverture d'une enquête judiciaire dans le football et dans toutes les disciplines sportives afin d'assainir le milieu contre ces prédateurs.

La Fédération gabonaise de football (Fegafoot) a quant à elle sollicité auprès de son comité d'éthique, une enquête et a sollicité les potentiels témoignages des victimes.

L'Association nationale des footballeurs professionnels du Gabon (ANFPG) a, de son côté demandé aux victimes de se manifester auprès d'elle afin de recueillir leurs témoignages et se porter en partie civile contre les présumés coupables.

DES INTERPELLATIONS ET APRÈS ?

L'enquête ouverte par les autorités a pris une nouvelle tournure à la suite de la conférence de presse donnée par le Procureur de la République, près le Tribunal de Libreville. Ces trois entraîneurs de football ont été inculpés pour « viol sur mineur », agressions sexuelles et « mise en danger de la vie d'autrui » quelques jours après les révélations du journal anglais des cas de pédophilie dans le sport gabonais, a-t-il annoncé le 30 décembre 2021.

« L'enquête se poursuit et d'autres interpellations sont en cours », a ajouté André Patrick ROPONAT lors de cette déclaration à la presse, citant l'arrestation il y a quelques jours d'un entraîneur de taekwondo, Martin AVERA, et confirmant que les investigations concernaient « tous les sports ».

Le Parquet « a ouvert une information avant qu'ils ne soient inculpés par le juge d'instruction » et « placés en détention préventive, autrement dit sous mandat de dépôt » a précisé le procureur. Ils risquent 30 ans de réclusion criminelle, notamment pour « viol et tentative de viol sur mineur ». ●

Mike DOUSSENGUI

► CULTURE

CHILA ONE

Retour à la lumière du gospel boy.

I Figurant parmi les artistes gabonais les plus prolifiques de ces 15 dernières années, Chila ONE, chanteur RnB-gospel, a pourtant connu un passage à vide dès 2017. Bien qu'il ait continué à produire, il ne bénéficiait plus de la même lumière qu'à ses débuts. La faute sans nul doute à sa nouvelle dégaine, pense-t-il. La survenue de la Covid-19 n'a pas non plus arrangé ses affaires. L'artiste chanteur et patron de 3 entreprises se confie à ENOROMI MAGAZINE.

ENOROMI MAGAZINE
Vous nous revenez avec un nouveau maxi-single. À quoi était due cette longue absence ?

Chila ONE

Je tiens déjà à vous remercier pour l'opportunité que vous m'offrez de m'exprimer sur votre média en vous souhaitant une bonne continuation. En vérité, je n'ai pas vraiment été absent, juste que mes activités n'ont pas eu l'écho escompté. Pour cela, j'évoquerai trois raisons qui donnent l'impression que je n'ai pas été actif dans ma carrière depuis 2018, date de la sortie de ma vidéo "Porté par les anges". Extrait de l'album : « Juste envie de dire » sorti en 2014.

Je sais qu'il s'est créé une crispation dans les deux tranches de mon public (gospel et séculier) à cause de mon look, d'une part. En effet, début 2017, j'avais décidé de teindre ma chevelure. Ce qui ne donnait plus, semble-t-il (selon les rumeurs) l'image puérile, joviale et sympathique qui se dégageait en ma présence ; mais plutôt l'incarnation de l'imagerie de la star selon Hollywood. Ce qui ne plut pas forcément à la majorité. Et, c'est à partir de là que j'ai ressenti une baisse considérable d'invitations à prestation (tous types d'événements), une stagnation au niveau de mes abonnements dans mes réseaux sociaux et cela s'est accentué par mon featurage avec Ba'ponga.

Eh oui ! En 2019, j'ai sorti un single « A l'Éternel des armées » avec Ba'ponga, extrait du projet « De la science au culte » que nous pensions, deviendrait un immense hit, mais non dû au fait qu'à cette époque, Ba'ponga, pourtant converti en Christ, n'affirmait pas sa foi comme à présent et cela me valut des foudres du grand public gospel en plus de ce que je vivais déjà. C'est cet ensemble de frustration qui m'a plongé dans le travail de mes entreprises qui ont aussi subi un sérieux balayage avec l'arrivée du coronavirus en 2019.

La crise Covid-19 a ralenti mes élans : en effet, je suis un artiste producteur et un entrepreneur. J'ai à mon actif trois entreprises : REV&REA : spécialisée dans la création des supports de communication digitale, Royale Factory: Label de production qui a offert cette année deux nouveaux artistes : Myr lam et Othni'El et l'entreprise de distribution digitale : digibackmusic.com

ENOROMI MAGAZINE

Pourquoi le titre « Obéissance » ? Que raconte ce nouveau projet ? Et quoi est-il différent de vos anciennes productions ?

Chila ONE

Obéissance est un projet atypique en ce qui me concerne et à plusieurs points. D'abord, je l'ai créé en un mois. Une semaine avant la sortie officielle de l'album « De la Science au Culte » qui sortira finalement en 2022, j'ai été divinement inspiré et à mon sens ordonné de sortir un projet qui serait un avant-propos du dit projet. C'est parce que j'étais contrarié, freiné dans mon élan et quasiment vexé dans mon esprit, qu'en acceptant d'obéir de réaliser cet opus, qu'au milieu du travail qui finalement me plaisait, le nom "Obéissance" va surgir pour qualifier la pensée globale de ces cinq chansons.

Ensuite, en écoutant ce projet, vous constaterez qu'il est centré sur ma personne face au Créateur. C'est pourquoi l'ordonnance était de le produire totalement seul, musique et voix, sauf pour le titre "Trop d'erreurs" avec Yrge Laika qui a été ôté de l'album qui sortira en 2022.

Ce n'est pas de la musique urbaine. Que je sache, je suis reconnu et apprécié pour mes lyrics et mes techniques vocales dans la musique urbaine. Cependant, "OBÉISSANCE" est minimaliste dans ces domaines précités. La direction artistique était plus basée sur le ressenti de celui qui écoute, la quête de la distribution de réelles émotions vivifiantes et fortifiantes, la création par les ondes d'une pulsion d'espoir et de courage face au déclin social que nous vivons individuellement et collectivement (peuple noir).

ENOROMI MAGAZINE

Comment se procurer le maxi ?

Chila ONE

Ce qu'il faut savoir, c'est que le Maxi sera disponible en entier sur YouTube et autres plateformes de streaming. Cependant, quiconque voudrait avoir les fichiers mp3 pour me porter financièrement quelques soit le montant, peut le faire sur le site digibackmusic.com ou via Airtel Money.

ENOROMI MAGAZINE

À quelle suite doivent s'attendre les fans de Chila ONE ?

Chila ONE

Avant de répondre à cette question très dangereuse, qui mérite d'être posée bien attendu, je voudrai juste souligner que je n'ai jamais eu de fans, car je suis trop faillible pour cela. Voici, un bref exposé de ma pensée que j'espère suscitera l'intérêt général.

Pour la suite des temps, je voudrais vous rappeler que la musique est le moyen par excellence d'introduire quiconque dans une vibration spirituelle sans son avis. Conscient que j'ai reçu un don divin, cette magie qui se trouve dans ma/nos voix pour faire la musique. Ce talent est une chose sacrée pour notre Créateur Nzambie / Yahouwha / Nkongo / Yahwé... Ce Créateur Unique, origine de nos vies, dans notre essence Bantu. Ce talent nous a été excellemment donné mieux que tous les autres peuples de la terre pour faire trois choses :

Honorer celui qui nous l'a donné via la louange :

Exactement ! Quand un inventeur invente pour améliorer, embellir, enjoliver sa vie et la vie de ses semblables, il est plus que nécessaire que l'invention soit utilisée pour les raisons d'origine. Il faut surtout que l'ensemble des bienfaits que procure son invention dans la vie de ses semblables lui reviennent en termes de reconnaissance et remerciement. Sinon, il y a de la frustration. En ce qui concerne le don musical que nous bantu avons reçu du Père, le retour en gloire et louange par rapport au bonheur qu'il apporte aux hommes, doit premièrement lui revenir, à Lui l'auteur du don, ensuite au porteur du don.

Propager sa sagesse :

On ne peut pas prendre le don divin en nous pour pervertir, susciter la violence ou propager la consommation des stupéfiants ou promouvoir des déviations comme le font à ce jour la plupart de nos frères et sœurs, que ce soit les dispersés (afro-américain, afro-français, Jamaïcain...) et ceux restés en terre promise (Afrique).

Je constate, peut-être pas vous que la musique pervertie, affecte négativement la société. Une chanson obscène ou vulgaire ne peut pas être agréablement écoutée en public ou en famille dans un état lucide parce qu'il y a un combat dans l'esprit entre les mœurs reçues de sa famille ou la société et le plaisir de l'excitation que procure la chanson. C'est ainsi qu'on va prendre de l'alcool, fumer... Au bout de la chaîne, cela profite à l'Occident à M. CASTEL et compagnie.

Susciter et propager la joie :

La musique a aussi été créée pour susciter la joie, pour toute sorte d'événements. ●

Griffin ONDO

Les Responsables de l'Entreprise à l'école du PDLC

C'est pour coller à la nouvelle vision de l'entreprise, et améliorer la compétitivité et les performances de celle-ci, que **Monsieur Emmanuel GEGE ADETELOBE, Directeur Général de Gab'oil, filiale de Gabon Oil Company**, toujours prêt à impulser une dynamique innovante depuis son arrivée à la tête de cette entreprise, a initié le Programme de Développement de Leadership et des compétences (PDLC) au bénéfice des agents de l'entreprise.

Du mardi 11 au mercredi 12 janvier 2022, ces derniers ont été invités à prendre part à des séances sur l'Efficacité individuelle. Notamment : Le développement personnel, l'estime de soi et de la société; le développement de l'esprit d'équipe et la recherche de la performance collective; enfin la recherche ou l'atteinte du succès pour l'organisation. Pour cela il faille alors:

- **Mener des exposés et des conférences inter-actifs;**
- **Privilegier les travaux de groupe;**
- **Echanger et partager les expériences ;**
- **Consulter, interroger les études antérieures et être à l'écoute des conseils.**



Ces quatre phases du cycle menant à la réussite personnelle, collective et entrepreneuriale, sont notamment l'apanage du Directeur Général, M. Emmanuel GEGE ADETELOBE, qui entend prendre à bras le corps la capitalisation de l'efficacité et des performances de l'entreprise qui repose également sur le management. L'approche qui s'avoisine à celle des grandes firmes américaines, est novatrice dans notre pays et a déjà fait ses preuves au pays de l'oncle Sam.

L'ensemble des ateliers de Coaching, animés par les formateurs, conférenciers et Coaches sous la supervision de KISWENDSIDA Ézéchiel OUE DRAOGO, Fondateur de l'académie CFC, qui accompagne depuis plus de 21 ans des organisations de différents secteurs et des managers d'entreprises à travers plus de 20 pays africains, ont su donner les outils adéquats aux participants pour le développement de Gab'oil.

Le PDLC-Gab'oil est prévu pour une durée de deux ans, soit 2022-2024. Ces deux premières journées d'ateliers, le Directeur Général, Emmanuel GEGE ADETELOBE, a annoncé qu'au cours de ces deux années, il ne lesinera pas sur les stratégies pour parvenir à l'objectif escompté, faire de Gab'oil une entreprise de référence en Afrique, conformément à la vision économique du Chef de l'État Ali BONGO ONDIMBA.

Cellule communication Gab'oil.





GAB OIL





► DÉCOUVERTE

Viafé & Mitzic

L'Okano redécouvert sous l'angle culturel.

Comme rarement auparavant, le département de l'Okano a été sous les feux des projecteurs ce mois de décembre 2021, notamment grâce à l'organisation de deux principales activités culturelles initiées par l'association Gabon 2025 (G25), l'une relative à la remise officielle à l'État du Complexe culturel Odzambogha de Zok et l'autre à la mise à disposition de plusieurs sculptures artistiques du musée à ciel ouvert de la cité écologique rurale Edock City au ministère de la Culture, respectivement à Mitzic et à Viafé. Récit des événements.

Cinq mois après la signature de l'acte de cession à l'État gabonais du Complexe culturel « Odzambogha » de Zok et des sculptures artistiques du musée à ciel ouvert de la cité écologique rurale Edock City par l'association G25, le promoteur de ces œuvres artistiques, Andrew GWODOG, fidèle à son engagement pris le 28 septembre 2015, au nom du président de la République Ali BONGO ONDIMBA, a procédé les 11 et 12 décembre 2021, dans le département de l'Okano à la remise officielle de ce patrimoine culturel à l'État gabonais via le ministère de la Culture.

« Ce week-end est un grand moment pour chacun d'entre nous, pour le département de l'Okano, la commune de Mitzic. Je voudrais rendre un grand hommage au président de la République Ali Bongo Ondimba et au Premier ministre Rose CHRISTIANE OSSOUKA pour l'intermédiation, grâce auquel nous sommes enfin arrivés, quatre ans plus tard, au dénouement heureux de l'affaire dite COZ », a déclaré Andrew GWODOG.

Organisé en deux phases, ces activités ont consisté dans un premier temps à ériger en mini-musée à ciel ouvert la première cité rurale écologique entièrement bâtie avec du bois gabonais, « Edock City », située dans la localité de Viafé, à 5 km de Lalara, à 55 kilomètres de Mitzic et à 130 kilomètres de Ndjolé avec l'exposition de six fresques participant à la promotion touristique de ce département.

Ces fresques d'Edock City sont des œuvres originales de tradition Fang, Kota, Punu, Nzebi, Tsogo, réalisées à base



de l'essence tali, réputée pour sa résistance à l'usure. Œuvres du sculpteur et promoteur de l'atelier Djil'Arts, Joseph Landry Mouele Bingoulou, ces sculptures sont entre autres : reliquaires fang (le Bieri) et Kota ; le masque fang N'gil et le masque Punu Mukudji, tous sculptés sur une hauteur de 2 mètres. Mais également deux autres œuvres contemporaines issues de la création de l'artiste. La première baptisée éveil et la seconde signifiant en langue Punu: « Ce qui est à moi ».

Le deuxième temps fort de ces activités culturelles dans l'Okano a été l'ouverture officielle de la saison culturelle du Complexe culturel Odzambogha de Zok (Coz) avec sa remise officielle à l'État gabonais, l'organisation des danses traditionnelles tournoi de Songo et conférence sur la culture : Le Département

de l'Okano : « Entre histoire culturelle et contribution à la promotion de l'éducation au Gabon », un menu bien concocté pour satisfaire l'appétit culturel et scientifique des Mitziçois.

Plus de 400 millions de FCFA investis

D'un coût total de 417.000.000 FCFA, et construit entre 2015 et 2019 sur une superficie de 2000m², le Coz comprend un ensemble d'infrastructures modernes qui se présentent ainsi qu'il suit : au rez-de-chaussée : une salle de fête avec une capacité d'accueil de 250 places. À l'étage : deux bureaux, une salle de réunion, une bibliothèque dotée de 10 000 ouvrages, un salon VIP et une cabine technique. Et à l'extérieur, une tribune principale de 200 places et

deux tribunes annexes de 100 places chacune, trois boxes à usage commercial, une salle multimédia, un parc à jeux dédiés aux enfants et un corps de garde traditionnel.

« Je souhaite longue vie à notre Complexe culturel. Que les Okanois et toute autre personne qui l'utiliseront puissent s'épanouir, se divertir, se cultiver, se faire plaisir avec les différentes possibilités qu'il offre », conclut le Dr Andrew Gwodog.

Les passionnés de sculpture et les néophytes des arts sculpturaux, chacun a pu tirer satisfaction le temps d'un week-end, à travers une organisation collée aux exigences du moment... Car la culture, c'est aussi vivre avec son temps. ●

CLNO

ZOOM SUR ...



La startup Afrikoncept est une agence de communication marketing qui se distingue par son élan en faveur du social et la formation des jeunes diplômés en quête des premiers outils professionnels. Créée par des jeunes gabonais passionnés des NTIC, cette jeune entreprise compte devenir un acteur majeur dans ce secteur d'activités et contribuer à la lutte contre le chômage des jeunes. Afrikoncept a pour ambition d'aider les entreprises en général et les PME en particulier à avoir une visibilité comme les grandes marques.

Enoromi Magazine

Pouvez-vous nous présenter votre entreprise Afrikoncept ?

Michel Christ NZUE NGUEMA

La START-UP AFRIKONCEPT existe depuis 2014, date à laquelle nous avons lancé l'agence de conseil en Communication & Événementiel AFRIKONCEPT. C'est une agence gabonaise qui a en son sein 6 collaborateurs internes et un peu plus d'une dizaine en externes. Ils travaillent chaque jour de concert pour l'avancement de l'entreprise. Les activités de l'agence se résument en la communication Marketing. A cela nous avons ajouté d'autres domaines comme le tourisme, le développement des projets, le digital, la formation et l'interprétariat.

Enoromi Magazine

Quels sont les services qu'offrent Afrikoncept au public ?

Michel Christ NZUE NGUEMA

En termes de services que l'on pourrait décliner en domaines de compétences, AFRIKONCEPT opère dans l'analyse et veille média, l'achat d'espace média, la veille concurrentielle, les nouvelles technologies de l'information, la création graphique, la communication commerciale, la formation professionnelle, l'interprétariat, la production audio-visuelle sans oublier le Trade marketing, les relations publiques et le community management. Nous travaillons aussi dans le web mastering (création des sites Internet/ Hébergement et animation des pages web) en apportant des solutions adaptées au contexte immédiat auxquelles nos partenaires font face.

Enoromi Magazine

Quels sont vos clients de votre agence ? Avez-vous des clients particuliers ?

Michel Christ NZUE NGUEMA

L'agence AFRIKONCEPT a des clients dans tous les secteurs, il s'agit des entreprises, des institutions nationales et internationales, les ONG, les Associations ou partis politiques, les confessions religieuses et les particuliers. Il faut dire, que l'agence est toujours à la recherche des clients. Nous avons notamment travaillé entre autres, avec le Ministère des affaires sociale, les écoles d'enseignement supérieures de renom telles que Sup Management, les opérateurs économiques en tête desquels la CNAMGS etc.

Enoromi Magazine

Qu'est-ce qui différencie Afrikoncept des autres agences de communication? Cette structure a quoi de particulier ?

Michel Christ NZUE NGUEMA

3 caractères spécifiques intégrés dans la ligne de mire de notre agence nous distinguent des multiples autres agences de communication de la place.

La toute première distinction est caractérisée par notre élan social. Nous avons à cœur d'œuvrer fortement en faveur du social. D'où notre partenariat avec le ministère des affaires sociales et tous nos projets avec les centres accueil pour enfants défavorisés. Nous savons mettre nos énergies au service du social en excluant l'aspect rentabilité propre à toutes entreprises commerciales.

La seconde distinction repose sur l'aspect formation. Nous sommes un pôle de formation pour les jeunes diplômés en quête des premiers outils indispensables au combat professionnel. Afrikoncept est dans ce sens une agence de formation pré-emploi car le monde professionnel révèle des exigences et des fondamentaux que nos jeunes frères n'acquiescent pas forcément sur le plan scolaire.

En dernier lieu, nous promovons des rencontres enrichissantes telles que les masters class dans tous les domaines artistiques afin d'outiller et faire éclore facilement nos jeunes talents.

Enoromi Magazine

Plusieurs entreprises ont dû mettre la clé sous le paillason à cause de la Covid-19. Comment avez-vous géré cette période de crise ?

Michel Christ NZUE NGUEMA

La crise de la Covid-19 n'a pas été un

ami pour tout le monde. C'est une crise sanitaire qui a touché de manière différenciée le secteur économique et des nombreuses entreprises en pâtissent encore. Il faut dire que cette période de récession a accentué la disparition des entreprises à faible potentiel. En effet, les secteurs à faible productivité ou à forte interactions sociales/humaines ont été les secteurs les plus touchés. Plus de 50% des entreprises des secteurs hébergement, restauration et transport ont vu leur chiffre d'affaires baisser de façons considérable. En tant que Start up, AFRIKONCEPT n'a pas été épargnée par cette situation sanitaire sans précédent. Notre stratégie pour éviter une éviction pendant la crise a tout simplement été de geler certains acquis tout en continuant de travailler en symbiose via les plateformes du digital tels que Zoom, Google Meet ou WhatsApp.

Enoromi Magazine

Que pensez-vous de l'entrepreneuriat au Gabon ?

Michel Christ NZUE NGUEMA

Le Gabon a depuis plusieurs années prit la décision de diversifier son économie trop dépendante des matières premières, surtout du pétrole. Cela a amené le gouvernement à miser sur l'amélioration du climat d'investissement, le développement des compétences et l'accompagnement des petites et moyennes entreprises. Aujourd'hui il est plus facile à une jeune entreprise de voir le jour, en allant à l'agence nationale de la promotion des investissements (IANPI-Gabon) se faire connaître et se faire enregistrer dans les fichiers de l'agence. Il faut dire que le Gabon est encore une terre d'opportunité d'affaires pour les jeunes, qui veulent se lancer dans différents secteurs de l'économie de notre pays.

Enoromi Magazine

Que pouvez-vous dire à ses jeunes qui ont peur d'entreprendre et qui pensent que l'avenir est à la Fonction publique ?

Michel Christ NZUE NGUEMA

Nous pensons que l'avenir se trouve partout à la fonction publique, comme dans l'entrepreneuriat. Et nous comprenons que les personnes qui ont peur de se lancer dans l'entrepreneuriat le sont du fait de ne pas avoir bien étudié les contours de la structure et mesurer les enjeux à court, moyen et long termes, en fixant le cap du business. L'autre enjeu de l'entrepreneuriat c'est le choix

des personnes qui vont aider à animer la structure avant de voir le côté financier. La peur est due au fait que le gouvernement ne facilite pas la tâche à des entreprises naissantes pour l'accès aux marchés publics. Au vue, de ces différentes difficultés, il est nécessaire d'avoir la passion et une détermination pour se lancer dans l'entrepreneuriat. La fonction publique est certes une garantie pour beaucoup des jeunes, qui voient déjà un salaire chaque fin de mois et peut-être une bonne retraite. Elle a aussi des problèmes les places étant parfois limitées sans omettre à juste titres les difficultés de paiement salaires et les grèves que l'on enregistre dans plusieurs administrations du pays. Cela n'est pas simplement une affaire du Gabon, le constat est partout le même en partant des pays riches aux pays pauvres l'entrepreneuriat à sa place au soleil pour booster l'économie d'un pays. Comme le dit un adage, qui ne risque rien n'a rien, nous conseillons aux jeunes qui ont peur d'entreprendre d'avoir du zèle, de croire en leur projet et de s'entourer de personnes qu'il faut pour se lancer dans la réalisation de leur vision.

Enoromi Magazine

Pour finir quelles sont vos perspectives pour les prochaines années ?

Michel Christ NZUE NGUEMA

Depuis deux années de baisse d'activités due à la crise sanitaire, on a repensé le fonctionnement de notre structure. L'expérience vécue en 2020, avec l'évènement exceptionnel de la crise sanitaire a conduit les entreprises et institutions à faire face au défi Covid-19. Aujourd'hui l'avenir est devant nous il faut redémarrer sans remise en question. En perspectives, nous avons l'organisation d'une colonie des vacances pour les enfants en difficultés sociales des différents centres d'accueils et d'autres activités telles que l'accompagnement et le développement des solutions numériques adaptées aux PME pour répondre aux exigences actuelles. 2022 sera l'occasion pour nous d'aller sur le terrain, afin de développer la notoriété de notre entreprise en intégrant les réseaux sociaux et le développement digital. ●

Propos recueillis par
Brice GOTOA



INTERNATIONAL

LA VOITURE ÉLECTRIQUE EN AFRIQUE

Le rêve impossible ?

Le défi de la transition écologique est devenu un axe majeur de développement des pays africains. Pour cela, la transformation des habitudes de production et de consommation passe notamment par le véhicule électrique réputé non polluant. Mais la voiture électrique semble également poser quelques contraintes pour les Africains en termes d'infrastructures et de coûts d'acquisition. Cela en fait-il un rêve impossible pour les Africains ? Éléments de réponse.

Un marché automobile de faible taille

Jamais depuis le lancement du Diem Les enjeux liés au changement climatique occupent une part importante dans les pays africains. En effet, bien qu'émettant peu de gaz à effets de serre (seulement 3% de la production mondiale), le continent africain reste l'un des plus touchés par les conséquences du changement climatique. Néanmoins, les pays sont contraints de revoir leurs normes de production de gaz à effets de serre quand on sait que la principale source de production sur le continent provient de l'automobile.

Bien que représentant près de 16% de la population mondiale, le parc automobile africain ne représente quant à lui que 2%. En effet en 2014, on comptait en Afrique environ 44 voitures pour 1000 personnes contre 661 pour 1000 en Amérique du Nord et 569 pour 1000 dans l'Union européenne.

Un marché dominé par les productions étrangères

Même si l'on compte quelques petits constructeurs africains comme Innonson Motors (Nigeria), Kantanka (Ghana) ou encore Möbius Motors (Kenya) qui produisent des véhicules 100% made in Africa, leurs productions restent encore embryonnaires dans un marché ultra dominé par les constructeurs américains (Ford, General Motors), européens (Mercedes, BMW, Renault, Peugeot, etc.) et asiatiques (Toyota, Nissan, Hyundai). En outre, tous ces véhicules sont importés. L'absence de tissu industriel et d'infrastructures en est la principale

raison, les constructeurs préférant s'appuyer sur leurs usines en Europe ou en Asie qui offrent moins de contraintes logistiques et de risques.

Des voitures majoritairement vieilles et d'occasion

Le parc automobile africain est vieillissant en partie à cause du prix de vente des véhicules neufs qui reste encore majoritairement hors de portée des consommateurs africains. Ces derniers sont donc obligés de se tourner vers les véhicules d'occasion. Chaque année, des millions de véhicules d'occasion sont importés sur le continent. Malheureusement, ces voitures sont essentiellement des véhicules qui ne répondent plus aux normes environnementales et de sécurité en vigueur dans leurs pays d'origine. Elles trouvent ainsi une seconde vie en Afrique avec tous les risques environnementaux et de sécurité qu'elles comportent. Entre 2015 et 2018, l'Afrique a importé près de 14 millions de véhicules d'occasion en raison d'une réglementation peu exigeante en la matière.

Mais dans leurs volontés de limiter les effets environnementaux négatifs de ces voitures de seconde main, certains pays ont décidé de se doter des normes plus contraignantes en matière d'importation automobile. Ainsi l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Soudan ont interdit l'importation de véhicules d'occasion. Le Maroc, le Tchad, la Côte d'Ivoire et le Gabon autorisent seulement les véhicules de moins de 5 ans tandis que l'Île Maurice l'a fixé à 3 ans. Malheureusement, dans une trentaine de pays encore, il n'existe aucune réglementation qui interdise l'entrée de vieux véhicules sur leurs territoires si bien qu'en Gambie par exemple, l'âge moyen du parc automobile est de 19 ans. Pire, l'absence de contrôle des émissions polluantes est répandue dans ces pays en dehors du Maroc, du Rwanda, du Ghana et du Nigeria où le respect des normes EURO4 est exigé aux importateurs. L'une des solutions à cette pollution

passerait donc par une transition énergétique de l'énergie fossile vers l'électrique jugée moins polluante.

La transition écologique par la voiture électrique

Il existe 2 variétés de voitures électriques à savoir la voiture 100% électrique et la voiture hybride dotée d'une double motorisation thermique et électrique. La voiture électrique présente plusieurs avantages sur le plan de la pollution, car n'émettant pas de dioxyde de carbone ni d'autres gaz polluants ; ce qui en fait un atout pour les villes bondées et surpeuplées africaines. Elle ne produit pas non plus de particules fines qui sont souvent la cause des pics de pollution. Le bilan carbone de la voiture électrique est aussi bien supérieur à la voiture thermique (essence ou diesel), ce qui représente un bénéfice notable pour la qualité de l'air. L'autre avantage de la voiture électrique est qu'elle est silencieuse et ne participe pas à la pollution sonore déjà bien présente en zone urbaine. Il en est de même en ce qui concerne l'entretien, car une voiture électrique possède un moteur dont la conception est plus simplifiée que celle d'un véhicule thermique. En effet, il y a dix fois moins de pièces, pas de boîte de vitesse ni vidange d'huile à faire. La consommation est moins importante aussi avec un coût moyen de 2130 à 4100 FCFA au 100 km contre 13 et 25 kWh pour les véhicules électriques actuels. Cependant, ce moyen de transport n'est pas sans inconvénient.

Les obstacles au déploiement de la voiture électrique

Le premier obstacle à la diffusion de la voiture électrique reste son prix très élevé à l'achat. En effet, pour les modèles les plus populaires, les prix sont au-dessus de 30.000 euros (soit 19 millions). Seuls les modèles tels que la Smart et la VW eUp sont en dessous de ce prix. Il reste néanmoins l'alternative de l'achat d'une voiture d'occasion, mais cela nécessite de changer de batterie. Or, le prix moyen d'une batterie tourne autour des 8 100 euros (plus de 5 millions de FCFA).

Des contraintes techniques et d'infrastructures énormes

L'autre difficulté est une autonomie bien inférieure à celle de ses homologues thermiques. En dépit du niveau de qualité des batteries croissant, les longueurs des trajets sont limitées autour de 300 km, voir 600 km pour les modèles les plus performants en une seule charge. Sans parler des problèmes de déchets issus de ces véhicules, dont les batteries qui sont de grandes sources de pollution.

En outre, l'accès à l'électricité courante n'est pas encore une réalité sur tout le continent. L'Afrique est le continent où l'on consomme le moins d'électricité au monde. En 2018 la consommation moyenne par habitant était de 567 kWh contre 7 141 kWh en France, 7 098 kWh aux États-Unis ou 4 906 kWh en Chine. De même que la quantité consommée qui était de 723 TWh est à peine supérieure à celle de l'Allemagne. Une large majorité de la population africaine n'a pas accès à l'électricité. En 2016, seuls 42% des Africains y avaient accès, avec de fortes inégalités entre zones urbaines et rurales (71 contre 22%) selon la Banque Mondiale.

Enfin, l'absence de bornes de recharge rend impossible l'utilisation d'un tel moyen de transport dans le

cadre de déplacements interurbains qui nécessitent des recharges multiples. L'absence globale d'infrastructures de transport constitue l'obstacle le plus important au déploiement des véhicules électriques en raison des routes peu praticables en toutes saisons, des ponts vétustes ou inexistantes qui limitent leur utilisation aux seules grandes métropoles urbaines. Mais l'emploi de ces voitures vertes doit s'accompagner d'énergie tout aussi non polluante.

Pourtant ces ressources naturelles sont disponibles en abondance sur tout le continent. On peut cependant citer pour leurs exploitations les barrages hydroélectriques d'Inga en République Démocratique du Congo (RDC) et de la Renaissance en Éthiopie, voir celui de Tchimbélé-Kinguélé au Gabon. D'autres projets sont en cours notamment au Ghana, au Cameroun ou au Mozambique. Il y a également le parc éolien du lac Turkana au nord du Kenya qui est doté de 365 éoliennes fournissant 310 MW d'électricité à plus 300 000 foyers dans le pays. En dépit de toutes ces infrastructures, 63% des Africains n'ont toujours pas un accès direct à l'énergie électrique. Cette situation est aggravée par un prix élevé de l'électricité et un manque de fiabilité des réseaux de distribution nationaux.

Un rêve hors de portée ?

Au regard de tous ces éléments, il convient objectivement de dire que la voiture électrique reste réservée à très peu de pays tels que l'Afrique du Sud, le Maroc ou le Rwanda. Les autres pays, faute d'infrastructures et d'industries, n'ont pas la capacité de déployer sur leurs territoires de tels moyens de mobilité. Les mécanismes de financement de la transition écologique tels que le Fond vert mis en place lors de la conférence sur le climat de Paris en 2016 ou la taxe carbone doivent aider les pays africains pauvres et sous-développés à se doter de ces infrastructures indispensables. Le véhicule électrique, symbole par excellence de la transition écologique, demeure donc une simple vue de l'esprit pour la très grande majorité des citoyens vivant sur le continent africain. ●

Jean Paul Augé OLLOMO

Un secteur électrique largement défaillant

La production d'énergie non polluante occupe encore une part insuffisante dans la production d'électricité. Plus 60% de l'énergie électrique produite dans les pays africains sont issus des centrales thermiques qui fonctionnent au fioul, au charbon ou au gaz. Rares sont les pays qui utilisent des ressources naturelles tels que le solaire, l'éolienne ou l'hydraulique dans leurs productions d'électricité.



CAISSE NATIONALE
DE SECURITE SOCIALE

RETROUVEZ-NOUS EN LIGNE



SUR NOS
PLATEFORMES

 www.cnss.ga

 [caisse nationale de securité sociale gabon](https://www.linkedin.com/company/caisse-nationale-de-securite-sociale-gabon)

 [cnss_gabon](https://twitter.com/cnss_gabon)

 [caissenationaledesecuritesocialegabon-officiel](https://www.facebook.com/caissenationaledesecuritesocialegabon-officiel)

VISION TRRIP



SCG-Ré



“
**La SCG-Ré
au service
des cédantes
Africaines.**
”

- 📍 2080, Boulevard de l'Indépendance
Immeuble du Bord de Mer / 1er étage / Palier gauche
- ✉ B.P. : 6757 Libreville Gabon Email : infos@scg-re.ga
- ☎ Tél. : (+241) 011 74 80 80 - 011 74 80 81 - 011 74 80 83
011 74 80 84 - 011 74 80 85 Fax : (+241) 011 74 80 82
- 🌐 Site web : <https://scg-re.ga>  SCG-Ré

